

**Note de cadrage pour la programmation Politique de la Ville 2023**

***Appel à projets ouvert***

***Du 21/10/2022 au 2/12/2022 inclus***



**Sommaire**

**3**

**4**

**7**

**8**

**10**

**16**

**Présentation du Contrat de Ville**

* Cadre général
* Le Contrat de Ville d’Hazebrouck 2014/2020

**Le cadre d’intervention de la programmation 2023**

* Mobilisation des crédits spécifiques de la **Ville d’HAZEBROUCK** en matière de Politique de la Ville pour l’année 2023
* Mobilisation des crédits spécifiques de la **Région Hauts de France** en matière de Politique de la Ville pour l’année 2023
* Mobilisation des crédits spécifiques du **Département** **du Nord** en matière de Politique de la Ville pour l’année 2023
* Mobilisation des crédits spécifiques de la **Préfecture du Nord** en matière de Politique de la Ville pour l’année 2023

**Annexes**

* Annexe 1 : Calendrier de l’État
* Annexe 2 : Règles de financement
* Annexe 3 : Programme de Réussite Educative (PRE)
  + 3A/ PRE : tableau anonymisé des parcours
  + 3B/PRE : tableau récapitulatif des actions
* Annexe 4 : Ville, Vie, Vacances (VVV)
* Annexe 5 : Atelier Santé Ville (ASV)
* Annexe 6 : Modalités de dépôt des dossiers
* Annexe 7 : Dépôt en ligne des demandes de subvention sur le portail ‘’dauphin’’
* Annexe 8 : Déclaration des moyens humains mis en œuvre dans la réalisation d’une action
* Annexe 9 : Déclaration des moyens matériels mis en œuvre dans la réalisation d’une action
* Annexe 10 : Déclaration de la composition du bureau d’une association
* Annexe 11 : Contrat d’engagement républicain
* Annexe 12 : Calendrier d’instruction pour la ville d’Hazebrouck

**Présentation du Contrat de Ville**

**Cadre général**

**La loi du 21 février 2014** de programmation pour la ville et la cohésion urbaine définit la politique de la ville comme une politique de cohésion urbaine et de solidarité, nationale et locale, envers les quartiers défavorisés et leurs habitants. Elle renouvelle les outils d’intervention de la Politique de la Ville, à travers :

* La mise en place d’une nouvelle géographie prioritaire.
* Un contrat de ville unique intégrant les dimensions sociales, urbaines et économiques.
* Une action publique qui se déploie à l’échelle intercommunale et mobilise tous les partenaires concernés.
* La mobilisation prioritaire du droit commun de l’Etat et des collectivités territoriales.
* La participation des habitants dans la co-construction des contrats et leur pilotage.

Afin de déterminer objectivement les quartiers concentrant le plus de difficultés en France, l’Etat a retenu le revenu médian commue unique critère d’analyse. Ainsi, les territoires de plus de 1 000 habitants dont 60% touchent un revenu médian inférieur à la moyenne ont été définies comme prioritaires par les services de l’Etat.

**Le 17 juin 2014**, Najat-Vallaud Belkacem, ministre des Droits des femmes, de la Ville, de la Jeunesse et des Sports annonçait la liste des 1300 quartiers prioritaires retenus pour la Politique de la Ville. Parmi cette liste, **un quartier se situe dans la ville d’Hazebrouck**, il s’agit des résidences Foch et Pasteur.

**L’Etat fixe** **plusieurs piliers prioritaires** encadrant l’action à mener dans ces quartiers :

* **Pilier « cohésion sociale » :** Les actions viseront à **réduire la pauvreté, tisser le lien social et renforcer la solidarité entre générations**. Elles s’attachent à **répondre aux besoins des familles monoparentales, des jeunes et des personnes âgées** (surreprésentées dans les quartiers en politique ville). Elles **encouragent l’exercice de la citoyenneté et l’égalité d’accès aux droits**. **Plusieurs axes** définis (non exhaustif) :
* **Réussite éducative des enfants.**
* **Accompagnement à la parentalité.**
* **Lutte contre l’isolement.**
* **Santé et accès aux soins.**
* **Prévention de la délinquance et citoyenneté.**
* **Démocratie participative et promotion du « vivre ensemble ».**
* **Pilier « cadre de vie et renouvellement urbain » :** Les actions viseront **l’amélioration concrète de la vie quotidienne des habitants du quartier**:
* **Opérations de renouvellement de l’habitat.**
* Favoriser la **mobilité et l’accessibilité**.
* Meilleur **accès aux équipements culturels et sportifs**.
* Dispositif de **gestion urbaine de proximité.**
* **Maintien et/ou création de commerces, de services, d’entreprises** sur le territoire.
* **Pilier « développement de l’activité économique et de l’emploi »** L’action visera à **réduire de moitié**, sur la durée du contrat de ville, **l’écart de taux d’emploi entre les quartiers prioritaires et autres territoires, notamment pour les jeunes**. Plusieurs axes :
* **Lever les freins d’accès à l’emploi**.
* Renforcer les dispositifs liés à la **formation et l’accompagnement individuel.**
* **Prévenir toutes discriminations.**
* Développer **des modes de gardes adaptés aux** contraintes des **familles monoparentales**.
* Faciliter **l’accès au logement.**
* **Faciliter l’obtention du permis de conduire**.

L’Etat fixe également **trois axes transversaux** dans le cadre des programmations annuelles ou pluriannuelles :

* **La jeunesse**
* **La lutte et la prévention des discriminations**
* **L’égalité entre les femmes et les hommes**.

**Le 18 juillet 2018**, Jacques Mézard, Ministre de la cohésion des territoires, et Julien Denormandie, ont présenté la **feuille de route nationale de la Politique de la Ville** « *La France, une chance : la mobilisation nationale pour les quartiers ».* **Les trois orientations retenues** ont été déclinés en une quarantaine d’actions :

* **Garantir les mêmes droits aux habitants** : permettre aux habitants des quartiers Politique de la Ville d’accéder à leurs droits et aux mêmes services que les autres habitants ;
* Favorise l’émancipation*:* politique d’émancipation et **d’égalité des chances par l’école et la réussite économique** ;
* Faire République :**restaurer la République partout et pour tous**, sur les domaines de la prévention, de la solidarité territoriale et de la culture.

Il y a cinq grands axes qui ressortent :

* **Sécurité et prévention de la délinquance ;**
* **Education et petite enfance ;**
* **Emploi et insertion professionnelle ;**
* **Logement et cadre de vie ;**
* **Renforcement du lien.**

En outre, **le Pacte de Dijon** a été **élaboré à l’initiative de l’Assemblée des Communautés de France** (AdCF) **et de France urbaine** puis signé par le Premier ministre le 10 juillet 2018**.**

Il **vise à donner une nouvelle impulsion à la politique de cohésion urbaine et sociale** et **fixe les engagements** respectifs et réciproques **de l’Etat et des collectivités** en la matière. Le Pacte de Dijonpropose ainsi une nouvelle méthode de travail entre les collectivités locales et les services de l’État, pour adapter l’action publique à chaque territoire.

**L’Etat réaffirme** quant à lui **son rôle en matière de sécurité, de justice, d’éducation, de logement, d’emploi, de santé et de lien social, et s’engage à accompagner** au plus près **les collectivités dans la mise en œuvre de leurs prérogatives.**

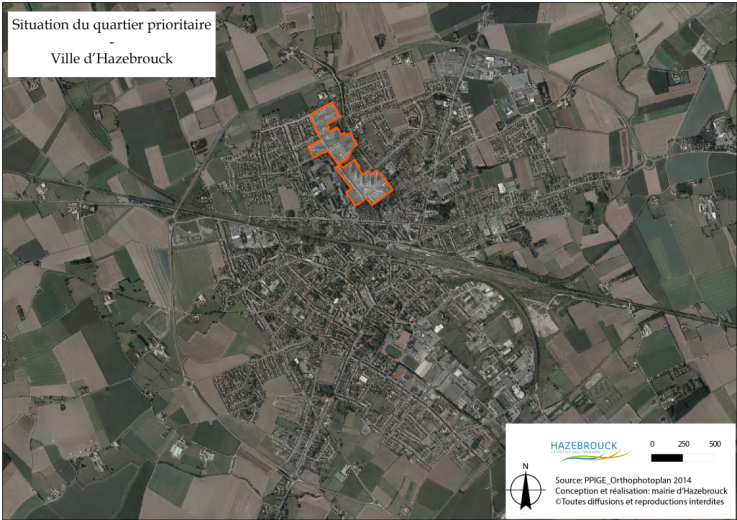
L’Etat s’engage également aux côtés des intercommunalités qui souhaitent renforcer leurs actions en faveur d’une politique de cohésion urbaine et sociale ambitieuse pour les habitants des quartiers prioritaires de la ville.

**Le Contrat de Ville d’Hazebrouck 2014/2020**

Dès son entrée dans le dispositif de la Politique de la Ville, la commune d’Hazebrouck a entrepris de rencontrer les différents partenaires avant l’organisation du Comité de Pilotage de lancement du Contrat de Ville le 10 septembre 2014. Afin d’être en accord avec la loi du 21 février 2014, la co-écriture du contrat de ville s’est divisée en trois phases, les habitants ont été acteurs de l’écriture du Contrat de Ville lors des tables citoyennes:

* La phase 1 : diagnostic
* La phase 2 : enjeux et actions
* La phase 3 : validation et priorisation des actions

Neuf comités techniques, cinq comités de pilotage et onze réunions avec les habitants auront aussi permis d’écrire le contrat de ville de la commune d’Hazebrouck.

1379 habitants vivent au sein du quartier prioritaire des résidences Pasteur et Foch. Avec un revenu médian annuel par habitant estimé à 8500€, le niveau de ressources de la population est parmi le plus bas à l’échelle régionale. Plus de 75% des habitants sont locataires de leur logement, soit 30 points de plus que la moyenne communale, départementale et régionale. Cette difficulté économique est la traduction d’un taux de chômage à 40%, et plus particulièrement chez les jeunes, 1,5 fois plus important que la moyenne communale à 27%. La faible qualification des habitants (32% n’ont aucun diplôme), la dégradation du cadre de vie, et les difficultés de mobilité sont autant de facteurs ne facilitant pas l’accès ou le retour à l’emploi.

L**e Contrat de Ville recense de nombreuses actions répondant aux orientations suivantes**:

* Lutter contre l’isolement, Favoriser le lien intergénérationnel.
* Faciliter l'accès à la pratique sportive.
* Lutter contre l’illettrisme.
* Lutter contre le décrochage scolaire.
* Lutter contre les inégalités d’accès aux soins.
* Faciliter l’insertion sociale et professionnelle.
* Développer les liens avec les entreprises, l’entreprenariat et la création d’entreprise.
* Inciter à la pratique des mobilités douces.
* Avoir une attention particulière sur l’accessibilité.
* Rénover le parc social existant, diversifier l’offre de logement.
* Améliorer et requalifier les espaces publics, réinvestir les espaces publics délaissés.

Soixante-quatre fiches actions sont ainsi répertoriées dans le Contrat de Ville d’Hazebrouck. Il conviendra aux porteurs de projets d’y répondre en co-construction avec les habitants du quartier s’en suit une validation par l’ensemble des partenaires institutionnels.

**Prorogation du contrat ville 2020-2022**

Initialement conclus à l’échelle intercommunale pour une durée de six ans (2014-2020), 435 contrats de ville couvrant 1 514 quartiers prioritaires Politique de la Ville, ont fait l’objet d’une révision à mi-parcours en 2019 et sont prolongés jusqu’en 2022. **Cette révision permet d’intégrer les nouveaux engagements de l’État en matière d’éducation, de santé, de sécurité et de justice en faveur des habitants des quartiers de la Politique de la ville**.

Ainsi **l’Etat propose 40 mesures** en faveur des habitants des quartiers prioritaires **qui viendront** alimenter et **renforcer** les trois piliers des contrats de ville : **le développement de l’activité économique et de l’emploi ; la cohésion sociale et le cadre de vie ; le renouvellement urbain.**

L’ensemble des 40 mesures de l’Etat n’a pas été retenu par la Ville d’Hazebrouck car chaque ville doit agir en fonction des spécificités locales qui concernent son quartier prioritaire. Pour le quartier des résidences Pasteur et Foch, les mesures qui agissent sur certaines politiques publiques (ANRU, NPNRU, REP/REP+, QRR) ne le concernent pas de même que les mesures concernant l’Ile de France, les TOM ou des territoires ciblés pour carences en équipements (santé, sport).

**La Ville d’Hazebrouck a signé sa révision du contrat de ville le 25 juin 2019 pour la période 2020-2022. Suite à cette révision, 24 mesures engagent la Ville d’Hazebrouck et les partenaires**:

* Agir contre la criminalité organisée et l’économie souterraine dans les quartiers exposés.
* Eviter de concentrer les demandeurs de logement social les plus fragiles dans les quartiers de la politique de la ville.
* Appliquer la loi SRU pour une offre de logement social accessible
* Renforcer les outils pour le traitement des copropriétés dégradées.
* Développer l’accès au permis de conduire.
* Instaurer un bonus de 1000 € par place de crèche créée dans les quartiers
* Proposer 3000 stages de qualité aux élèves de 3ème des quartiers.
* Investir plus de 2 milliards d’euros pour la formation qualifiante des jeunes et chômeurs de longue durée.
* Déployer les emplois francs en faveur des demandeurs d’emploi des quartiers prioritaires peu importe leur âge et niveau de qualification.
* Accompagner 100 000 jeunes des quartiers dans leur insertion professionnelle, en mobilisant les Cordées de la réussite, le parrainage et le tutorat dès 2018.
* Doubler le nombre d’apprentis issus des quartiers pour le porter à 35 000 jeunes.
* Au sein du PIC, investir près d’1,5 milliards d’euros dans la lutte contre l’illettrisme et l’illectronisme.
* Lancer une opération de testing sur les embauches dans les grandes entreprises.
* Généraliser les plans d’action locaux de prévention de la radicalisation.
* Créer 1000 postes d’adultes-relais à partir de 2019.
* Doubler le nombre de postes de coordonnateurs associatif dans les quartiers dès 2019 (1520 postes contre 760).
* Attribuer 15 millions d’euros supplémentaires aux associations nationales les plus structurantes.
* Ouvrir 260 centres sociaux ou espaces de vie sociale d’ici 2022.
* Assurer la revalorisation statutaire des travailleurs sociaux.
* Former 20 000 acteurs de terrain par an aux « Valeurs de la République et à la laïcité ».
* Développer le service civique.
* Jumeler les institutions culturelles avec les quartiers de la politique de la ville.
* Développer la pratique musicale.
* Agir concrètement pour faire progresser l’égalité femmes-hommes dans les quartiers.

**Au-delà des 24 mesures retenues, la Ville d’Hazebrouck s’est fixée 7 ambitions à atteindre pour fin 2023,**Il s’agit d’une feuille de route communale où l’ensemble des partenaires dont l’Etat pourront être sollicité afin de concrétiser ces ambitions :

* Sécuriser les activités des plus jeunes.
* Apporter des réponses aux besoins des adolescents du quartier qui ne veulent pas être oubliés dans le projet d’aménagement des espaces verts.
* Valoriser les espaces verts du quartier.
* Accompagner le centre social pour conforter les services publics proposés aux administrés.
* Repenser le système de collecte et de tris des déchets à destination des résidences Pasteur et de ses alentours.
* Développer la mobilité  pour faciliter les déplacements urbains.
* Imaginer un espace convivial et solidaire où les habitants peuvent se rencontrer, discuter, accueillir les nouveaux arrivants, etc.

Le Contrat Ville est disponible en PDF sur le site de la ville: <http://www.ville-hazebrouck.fr/>.

**Le cadre d’intervention de la programmation 2023**

**MOBILISATION DES CRÉDITS SPÉCIFIQUES DE LA VILLE D’HAZEBROUCK EN MATIÈRE DE POLITIQUE DE LA VILLE POUR L’ANNÉE 2023**

**Les actions destinées aux habitants du quartier prioritaire doivent permettre un réel impact d’efficacité et un bénéfice à moyen et long terme mais aussi, contribuer à changer les statistiques du quartier. Les reconductions d’actions seront étudiées au regard des éléments fournis dans les bilans à mi-parcours démontrant la pertinence de l’action réalisée. Les actions nouvelles seront privilégiées, la ville d’Hazebrouck priorisera les orientations suivantes** :

* **Emploi et développement économique**:
* Développer l’accompagnement renforcé à l’emploi en faveur des mono-parents et 40-60 ans majoritaires
* Proposer un accompagnement renforcé dans l’accès à l’emploi, la formation en faveur des jeunes en décrochage scolaire ou faiblement qualifiés
* Travailler la mobilité, surtout chez les jeunes, pour lever les freins d’accès à l’emploi, en incitant à l’utilisation des transports urbains disponibles ou mobilité douce
* Proposer un accompagnement renforcé au retour à l’emploi, à la formation et/ou soutenir le reclassement professionnel, des demandeurs d’emploi rencontrant des problématiques de santé
* **Lien social, citoyenneté et participation à la vie publique** : (axe moins prioritaire)
* Développer les actions en faveur de la réappropriation, la valorisation du quartier prioritaire et délocaliser les actions, changer le centre du quartier (plus aux pieds des résidences Pasteur, étendre les actions vers les résidences Foch surtout durant les travaux de réhabilitation)
* **Santé et accès aux droits** :
* Favoriser l’accès aux droits et à l’emploi des personnes cumulant les problématiques de santé (reconnaissance de travailleurs handicapés, d’invalidité …)
* **Logement et habitat :**
* Favoriser les actions en faveur d’une meilleure optimisation des faibles budgets (type école des consommateurs)
* Développer les actions en faveur de la réduction des déchets afin de soutenir les habitants dans les changements de pratiques
* **Lutte contre les discriminations** :
* Réduire la discrimination scolaire, favoriser l’égalité des chances par l’école, promouvoir la réussite éducative
* Prévenir les inégalités de recrutement pour les habitants des quartiers prioritaires et familles monoparentales.
* Sensibiliser à l’égalité femmes/hommes (parité maximum dans les actions).
* **Présentation orale**

**Suite au retour des partenaires lors de l’évaluation du contrat ville réalisée en 2022. Nous proposons, aux porteurs de projets le souhaitant, en complément du dépôt de dossier « écrit » enregistrer sur Dauphin, de présenter leur projet en visio durant 5 min aux membres du comité technique élargi. Puis de procéder à un temps d’échange avec les membres présents pendant 5 à 10 min. Date et horaires de passages seront communiqués ultérieurement**.

**MOBILISATION DES CRÉDITS SPÉCIFIQUES DE LA REGION HAUTS DE FRANCE EN MATIÈRE DE POLITIQUE DE LA VILLE POUR L’ANNÉE 2023**

La Région est partenaire du Contrat de Ville 2015-2023, elle y contribue à travers son cadre d’intervention en faveur des quartiers de la politique de la ville, via la mobilisation de crédits spécifiques en complément de son droit commun.

De ce fait, afin de guider les porteurs de projets, la Région a recensé un certain nombre de dispositifs mobilisables à travers un guide des aides : http://guide-aides.hautsdefrance.fr/, grâce auquel ils peuvent identifier (notamment à travers un filtre par thématique d’intervention : via associative, culture, …), **en amont d’une demande de crédits spécifiques**, si une aide régionale est mobilisable **au titre du droit commun de la Région Hauts-de-France.**

**Les crédits spécifiques « politique de la ville » de la Région Hauts-de-France**

**Les priorités régionales dans le cadre de la politique de la ville**

Certaines priorités sont partagées par différents partenaires, d’autres sont plus spécifiques à la Région :

Priorité 1: Renforcer le **développement économique** et l’accès à la formation, l’apprentissage et l’emploi des habitants des quartiers

Priorité 2 : Contribuer à la mise en œuvre de la **Troisième Révolution Industrielle** (TRI) – Rev3

Priorité 3 : Améliorer le **cadre de vie** pour une meilleure appropriation des habitants de leur quartier et de leur habitat

Priorité 4 : Développer les **Projets d’Initiative Citoyenne** (PIC)

Pour la mise en œuvre de ces priorités régionales, **3 points d’entrée** (moyens) sont encouragés car **susceptibles de favoriser l’innovation** :

- **Le numérique** comme outil permettant d’améliorer l’accessibilité des services, de faciliter la création de biens communs, ou encore celle d’outils de développement économique ;

- **L’innovation sociale,** définie comme « l’invention de réponses nouvelles à des besoins sociaux nouveaux ou mal satisfaits dans les conditions actuelles »,

- **La participation des habitants** : afin qu’elle soit bien intégrée aux actions et projets.

**Trois dispositifs permettent de mobiliser les crédits spécifiques :**

* **le Soutien Régional à l’Emploi et à l’Innovation (SREI)** qui permet de soutenir des projets en fonctionnement et en investissement,
* **« Nos quartiers d’Eté »,** co-construit pendant l’année avec les habitants, qui permet de proposer des activités estivales dans les quartiers ;
* Le soutien régional aux quartiers des contrats de ville dans le cadre du **Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPRU)**, en veillant à articuler les dimensions urbaines et d’aménagement avec les questions sociales et économiques.

1. **Le Soutien Régional à l’emploi et à l’Innovation (SREI)**

Le SREI correspond aux crédits spécifiques « politique de la Ville » de la Région Hauts-de-France au titre de la programmation annuelle, pour des projets répondant aux priorités régionales et/ou aux besoins prioritaires identifiés par les partenaires du contrat de Ville.

* La Région porte une attention particulière au déploiement des budgets participatifs qui contribuent à la fois aux enjeux de participation citoyenne active et d’amélioration du cadre et de la qualité de vie **(Projets d’Initiative Citoyenne et Fonds de Travaux Urbains)**, tout en proposant des réponses souples et rapides face aux besoins des habitants.

Modalités techniques et financières de mobilisation des crédits spécifiques

**Ne sont pas éligibles** les projets ou opérations bénéficiant de crédits régionaux de droit commun, si les dépenses portent sur le même objet. Certains projets pourront, au cours de l’instruction, être réorientés vers un dispositif de droit commun mieux adapté.

* **En fonctionnement** : la subvention sera plafonnée à **50% du coût total du projet**, sauf pour les **PIC** (au maximum **70% du montant** dédié au fonds de participation) ;
* **En investissement** : la subvention ne peut être inférieure à **5 000 €**, dans la limite de **50% du coût total du projet** (Hors Taxes pour les organismes récupérant la TVA).

Suite à une première sélection intégrant des échanges avec les principaux partenaires du Contrat de Ville (Etat, Territoire, Département, CAF, Communes, etc…), les dossiers retenus seront à déposer dans un second temps sur **la plateforme régionale de demande de subventions** (<https://aidesenligne.hautsdefrance.fr>), qui constitue la seule demande officielle auprès de la Région.

1. **Nos Quartiers d’Eté**

Au travers de ce dispositif, la Région Hauts-de-France soutient **des démarches d’animation sociale et culturelle des quartiers**, dans une co-construction pendant l’année avec les habitants pour la réalisation d’événements forts dans les quartiers se déroulant durant la période estivale, inscrits dans le pacte social et républicain car vecteurs de citoyenneté et contribuant à la consolidation du lien social entre habitants, générations et territoires.

**L’appel à projets Nos Quartiers d’Eté 2023**, qui sera lancé dans le courant du second semestre 2022, viendra préciser et détailler les modalités de financement, les priorités poursuivies, ainsi que les critères d’éligibilité appliqués.

1. **Egalité Femme/Homme**

Tout comme pour la CAPH, l’égalité Femme / Homme est une priorité régionale affirmée dans le cadre de son intervention dans les Contrats de Ville. Les objectifs de mixité Femme / Homme devront donc être clairement affichés dans les propositions d’actions, en argumentant le choix des moyens retenus pour y parvenir. Il pourra s’agir soit de projets spécifiques, soit de projets prenant en compte de manière transversale l’égalité entre les femmes et les hommes.

1. **Charte régionale autour de la laïcité et valeurs républicaines**

Suite à l’adoption du **Plan régional de prévention de la radicalisation** et de la **charte régionale de laïcité et des valeurs républicaines** par l’assemblée régionale du 28 juin 2018 (délibération n°20180831), la Région contribue aux enjeux de défense des valeurs républicaines, du principe de laïcité et de prévention de la radicalisation.

* Cette charte rappelle les **valeurs partagées** sur lesquelles les porteurs de projet s’engagent (égalité de tous sans discrimination ; respect de toutes les croyances ; égalité entre les femmes et les hommes ; liberté de conscience).

A ce titre, pour les **structures de droit privé** (associations, SA, …) la Région conditionne sa participation financière à la **signature de cette charte régionale de la laïcité et des valeurs républicaines** <https://aides.hautsdefrance.fr/guides/CharteRegionaleLaiciteValeursRepublicaines.pdf>, puis d’un justificatif de mise en œuvre à la fin de l’action.

**Contact : Région Hauts-de-France - Direction de l'aménagement du territoire et du logement - Service cohésion sociale et urbaine : *Arnaud SEVERIN : 03 74 27 17 48*** [***arnaud.severin@hautsdefrance.fr***](mailto:arnaud.severin@hautsdefrance.fr)

**MOBILISATION DES CRÉDITS SPÉCIFIQUES DU DÉPARTEMENT EN MATIÈRE DE POLITIQUE DE LA VILLE POUR L’ANNÉE 2023**

Engagé dans une logique de contractualisation et de territorialisation de l’ensemble de ses politiques depuis 2009, l’engagement départemental commun à tous les territoires porte sur la participation et l’implication des équipes départementales, la mobilisation des moyens humains et financiers de droit commun ainsi que sur l’approche méthodologique concertée.

Le Département fixent et déclinent **quatre grandes priorités dans les quartiers en Politique de la Ville** :

* **Donner la priorité à l’emploi,**
* **Favoriser l’autonomie des jeunes,**
* **Améliorer le vivre-ensemble,**
* **Lutter contre toutes discriminations.**

Le Département soutien l’ensemble des actions pour la sortie de crise sanitaire en finançant des aides individuelles et actions collectives.

**a/ Modalités de dépôt des projets**

Le Conseil Départemental participe et soutient la Politique de la Ville au travers des politiques de droit commun et selon les délibérations votées**. La demande de subvention nécessite le dépôt d’un dossier auprès des services concernés, en plus du dossier prévu dans le cadre de la programmation politique de la ville.** Il convient donc de **distinguer** :

**-Le dossier déposé au titre de la politique de la ville qui doit faire apparaitre les financements sollicités ou déjà obtenus auprès du Département ;**

**-Le dossier de demande de subvention formulé auprès du Département qui doit, lui, mentionner les financements obtenus ou sollicités au titre de la politique de la ville.**

Les Appels à Projets annuels ou pluriannuels sont disponibles sur le site **https://lenord.fr** (vérifier sur le site les dates de lancement, indiquer sur le dossier le numéro d’enregistrement attribué dans les outils d'instruction collaboratifs mis en place par les EPCI (plateforme DS ou autre).

**Orientations départementales**

**Priorité 1 : pilier insertion / emploi :** **Accompagner vers l’emploi et lever les freins à l’emploi**

Le Département a réaffirmé sa volonté de favoriser le retour à l'emploi des allocataires du RSA dans le Nord. Pour conduire cette stratégie, quatre axes d’actions sont proposés :

* **Priorité à l’emploi dès l’orientation dans le dispositif RSA,**
* **Agir pour l’emploi des allocataires du RSA,**
* **Garantir le respect des droits et des devoirs,**
* **Une nouvelle gouvernance pour l’accès à l’emploi des allocataires du RSA.**

**Lancement d’un appel à projets insertion et emploi pour 2022-2025**

**Contact : Direction Insertion Professionnelle et Lutte contre les Exclusions (DIPLE)**

**Sur les Territoires** : **le Pôle Insertion Professionnelle et Lutte contre les Exclusions**

**Priorité 2 : cohésion sociale****:**

**A/Enfance – Famille - Jeunesse**

Chef de file de la protection de l’enfance, le Département du Nord accompagne les enfants, les jeunes et leur famille pour favoriser une enfance épanouie et conduire les jeunes vers l’autonomie.

La Protection de l’enfance a pour objectifs de prévenir les difficultés des parents dans l’exercice de leurs responsabilités éducatives, de renforcer les actions de prévention, d’accompagner les familles et d’assurer, si nécessaire, une prise en charge partielle ou totale des mineurs. Dans sa délibération cadre du 17 décembre 2015, le Conseil départemental a défini de nouvelles orientations selon quatre axes :

* **Accompagner les familles aux moments clés de l’enfance,**
* **Maintenir les liens de l’enfant avec son environnement social et familial en graduant et en adaptant les modes d’intervention,**
* **Construire un projet partagé pour chaque enfant et avec chaque jeune adulte accompagné par l’Aide Sociale à l’Enfance,**
* **Piloter et évaluer la politique d’une gouvernance renouvelée.**

A ce titre, **le Département finance des partenaires associatifs dans le cadre de subventions de fonctionnement ou d’investissement**.

L**e Département du Nord s’emploie à renouer les relations avec les familles et définit de nouvelles orientations pour accompagner la fonction parentale.** La politique de soutien à la parentalité est un objectif majeur, conforté par la feuille de route pour la Protection de l’Enfant, réaffirmée dans le Schéma Départemental des Services aux Familles (SDSF) du Nord signé le 12 juin 2017.

Le Département du Nord entend soutenir le développement d’actions innovantes dans leurs mises en œuvre ou dans leurs réponses à des besoins peu ou insuffisamment satisfaits en territoire. L’enjeu est de **développer des actions préventives auprès des familles et des enfants en prenant en compte les besoins identifiés, les ressources existantes et la nécessité « d’aller vers » les familles les plus isolées**.

**Un nouvel Appel à initiatives parentalité est prévu pour fin d’année 2022.**

**La délibération-cadre du 22 mai 2017 relative à la prévention jeunesse définit l’évolution et la mise en œuvre de cette politique** : Prévention spécialisée, Acteurs de Liaison Sociale en Environnement Scolaire, Renouvellement du soutien financier aux Centres Sociaux.

La définition des publics prioritaires des Projets jeunesse et des Clubs de prévention s’appuie sur la géographie des Quartiers Politique de la Ville. La prévention et la lutte contre l’absentéisme scolaire, le décrochage scolaire et la prévention des radicalisation, l’accompagnement des jeunes vers l’autonomie sont les thématiques prioritaires que le Département a la volonté de soutenir au travers de l’intervention de ses professionnels et des acteurs financés (Centres Sociaux, Clubs de Prévention Spécialisée). Le Département renouvelle et renforce ces engagements en matière de politique jeunesse dans le cadre de la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté. Les jeunes ayant eu un parcours à l’Aide Sociale à l’Enfance sont prioritaires dans l’accompagnement vers l’autonomie (insertion sociale, professionnelle, logement, culture…).

**Contact : Direction Enfance Famille Jeunesse / Direction adjointe Protection Maternelle et Infantile**

**Sur les territoires, le Pôle Enfance Famille Jeunesse et le Pôle PMI Santé dans chaque Direction Territoriale de Prévention et d’Action Sociale**

**B/ Faciliter l’accès aux soins et aux droits**

Le Département du Nord est compétent en matière de santé à plusieurs titres :

* **Protection Maternelle et Infantile (PMI),**
* **Prévention de la perte d’autonomie des personnes âgées,**
* **Au sein des Services de Prévention Santé** : Lutte contre la tuberculose, santé sexuelle, vaccination des populations en situation de précarité en tant que centre de vaccination, promotion du dépistage du cancer, accompagnement médicosocial des populations en situation de précarité (Allocataires du RSA, enfants et jeunes confiés à l’ASE et leurs parents, publics en perte d’autonomie…). **Le Département** définit les orientations départementales en matière de santé pour 2019 à 2023. Il **positionne la santé comme un levier fondamental pour** **l’autonomie à tous les âges de la vie, la lutte contre les inégalités sociales et territoriales, l’augmentation du recours à l’offre de prévention et de soins.**

**Contact :** **Direction Adjointe Promotion de la Santé, Service de Prévention Santé Addictions (SPSA) à la Direction Insertion Professionnelle et Lutte contre les Exclusions**

**Direction Adjointe PMI à la Direction Enfance Famille Jeunesse**

**Direction de l’Autonomie**

**Sur les territoires :** **Les 10 Services Prévention Santé et Pôle PMI - Santé dans chaque Direction Territoriale de Prévention et d’Action Sociale et les 7 Pôles Autonomie en Direction Territoriale de Prévention et d’Action Sociale.**

**C/ Autonomie**

La délibération du 17 décembre 2015 reprend les principales orientations suivantes :

* **Améliorer le service de proximité aux personnes,**
* **Créer un environnement bienveillant pour l’autonomie des personnes âgées, en situation de handicap,**
* **Engager ensemble le chantier de la prévention de la perte d’autonomie,**
* **Diversifier et transformer l’offre de services spécialisés,**
* **Installer une nouvelle gouvernance pour un pilotage renforcé inscrit dans la proximité**.

Pour renforcer les ambitions du schéma départemental des solidarités humaines 2018-2022, **le Département du Nord a souhaité engagé une ambition inclusive et solidaire en faveur du public en situation de handicap**. Un engagement collectif officiel avec l’Agence Régionale de Santé Hauts de France, l’Education Nationale et la MDPH a été pris le 1er juillet 2019 en s’appuyant sur une feuille de route opérationnelle. Ces orientations se concrétisent à travers plusieurs appels à projets :

**Création du droit, mise en œuvre et développement du dispositif d’Aide à la Vie Partagée. Les porteurs de projets intéressés sollicitent le département et signent avec lui une convention.**

**Contact : Direction de l’Offre de Service Aide à l’Autonomie, Pôle Ingénierie Qualité Service, Service Accueil familial Habitat Inter ;**

**Par courriel :** [**sylviane.dris@lenord.fr**](mailto:sylviane.dris@lenord.fr) **ou** [**christophe.coulibaly@lenord.fr**](mailto:christophe.coulibaly@lenord.fr) **ou** [**marianne.delattre@lenord.fr**](mailto:marianne.delattre@lenord.fr)

**Appel pluri annuel à initiatives PHOSPHOR’AGE : 2023-2024**

Dans le cadre de la conférence des financeurs, cet appel à projets **vise à soutenir** le développement et **la mise en œuvre d’actions collectives de prévention destinées à des personnes âgées de 60 ans et plus et leurs aidants**. Il s’agira de les informer, les sensibiliser ou favoriser le changement de comportements individuels, **en vue d’éviter, de limiter ou de retarder la perte d’autonomie**.

**Contact : Direction de l’Autonomie (DA), Pôle Ingénierie Qualité Service, Service Qualité Parcours et Prévention de la Perte d’Autonomie**

**Par mail :** [**helene.desmettre@lenord.fr**](mailto:helene.desmettre@lenord.fr) **ou** [**thomas.verwaerde@lenord.fr**](mailto:thomas.verwaerde@lenord.fr)

**Sur les territoires, les Responsables de Pôle Autonomie dans chaque DTPAS sont les interlocuteurs-ressource en promotion de la prévention de la perte d’autonomie en territoire dans chaque Direction Territoriale de Prévention et d’Action Sociale**

**D/Culture**

Dans le cadre de sa politique culturelle, le Département du Nord a pour **objectifs la réduction des inégalités territoriales et l’action en faveur de ses publics prioritaires (collégiens, personnes en situation de handicap, personnes en insertion).** Les priorités se traduisent par une série d’aides aux structures artistiques et culturelles et acteurs de la politique de la ville **qui développent des actions de médiation en direction des habitants des quartiers prioritaires ou d**es **projets culturels qui suscitent l’expression des personnes, permettent le développement de leurs compétences et la valorisation de leurs potentiels**.

**Pour toute première demande de subvention, il est conseillé de consulter le Service Développement Culturel en amont du dossier :**

**Par mail :** [**soutienvieculturelle@lenord.fr**](mailto:soutienvieculturelle@lenord.fr) **– 03 59 73 55 97**

**Dépôt des dossiers 2023 : au plus tard début décembre 2022**

D’autre part, **il soutient des projets culturels qui suscitent l’expression des personnes, permettent le développement de leurs compétences et la valorisation de leurs potentiels, par le biais de dispositifs et d’appels à projets :**

* **Une politique d’insertion par la culture:**
* **Un dispositif de médiation culturelle** auprès des personnes en insertion **et** de coordination des acteurs sociaux et culturels porté par des réseaux (le Collectif des Réseaux d’Insertion par la Culture), mise en place de parcours culturels (programme de sorties culturelles, projets d’action artistique et culturelle),mise en réseau et sensibilisation des acteurs sociaux et culturels à l’action culturelle dans l’intervention sociale et l’approche des publics vulnérables en médiation culturelle.
* **Un dispositif national « Collège au cinéma » ouvert à tous les collèges du Département.**
* **Un dispositif d’aide aux projets culturels collectifs en direction des personnes en situation de handicap** favorisant l’accès de ces personnes, de 20 ans ou plus, isolées socialement, en établissement ou à domicile, à des pratiques culturelles variées.

Par ailleurs, tout au long de l’année, le Département propose un dispositif d’aide à la diffusion culturelle qui permet aux organisateurs occasionnels (communes, établissements accueillant les publics prioritaires du Département, associations …) de bénéficier d’une aide à la diffusion pour l’accueil de spectacles vivants et d’expositions d’artistes professionnels préalablement agréés par le Département. Cette aide financière peut atteindre jusqu’à 60% du coût de cession et 75% de prise en charge d’un atelier artistique associé à une représentation.

* **Organisation des Portes Ouvertes des Ateliers d’Artistes** (POAA), évènement gratuit qui se déploie sur l’ensemble du territoire départemental (début 7, 8 et 9 octobre 2022). Les Portes Ouvertes des Ateliers d’Artistes, manifestation dédiée aux arts plastiques et visuels, mettent en valeur la richesse artistique des territoires et favorisent les échanges entre artistes et public. Les visiteurs découvrent les espaces de création des artistes, leurs œuvres, le processus créatif et les techniques utilisées. Grâce à son rayonnement départemental, les POAA constituent un levier d’éveil de la curiosité artistique, aussi bien du public large que des publics prioritaires du Département.

**Contact : Direction Sports Culture – service Développement Culturel – 03 59 73 93 92**

**E/ Lecture publique**

Le Département, à travers la Médiathèque départementale du Nord (MdN), accompagne le développement de la lecture publique sur l’ensemble du département. Sa force réside dans ses 340 bibliothèques partenaires qui maillent l’ensemble du département.

La MdN touche les nordistes à tous les âges de leur vie :

* Pour le plus jeune âge, **l’opération Premières Pages,** initiée par le ministère de la Culture, a pour but de sensibiliser les familles, notamment les plus éloignées du livre, à l’importance de la lecture, dès le plus jeune âge,
* Pour les plus âgés et isolés, **le dispositif BIB à la maison.**

La lutte contre l’illettrisme et l’illectronisme fait également partie des missions de la MdN, ainsi des ateliers, des temps d’échanges ou des journées professionnelles se déroulent sur l’ensemble du département tels que la journée du Lutte contre l’illettrisme organisée à Vaucelles en 20021 et au Val Joly en 2022.

Enfin, la MdN soutient les acteurs de la lecture publique engagés des plus précaires et des plus isolés pour les accompagner sur les trois compétences de base : lire, écrire et compter. L’aide se matérialise grâce à une subvention et un accompagnement des agents de la MdN sur des actions identifiées et ponctuelles comme le prêt de documents, l’ouverture de droit sur des ressources numériques pour les enfants souffrant de troubles DYS ou une prise en charge d’une action culturelle lors de la période estivale.

**Contact : Direction Sports Culture – Médiathèque départementale du Nord – 03 59 73 09 50**

**F/ Sport (au collège)**

Dans le cadre de la pratique sportive, **les équipes éducatives des collèges** peuvent solliciter le Département en vue d’obtenir une aide en faveur de **l’association sportive de l’établissement** voire **pour la ou les sections sportives labélisées par le Rectorat**.

**Contact : Direction Sports Culture – Service des Sports – 03 59 73 58 04**

**G/ Éducation**

* **Le Projet Educatif Départemental des Collégiens PEDC**, dans sa délibération DESC/15/2019 du 4 février 2019, le département a reconduit le Projet Educatif Départemental du Collège (PEDC) pour la période 2019/2022. Par délibération DE/2022/44, le PEDC a été prolongé d’une année scolaire supplémentaire afin d’une part de mettre en œuvre les actions reportées en raison de la situation sanitaire et d’autre part, de mieux préparer **le prochain PEDC pluriannuel 2023/2026.** A travers me PEDC, le Département du Nord **accompagne et soutient la réussite éducative en intervenant en complément de l’action menée par les établissements**. **Il finance des actions** portées par les collèges **autour des projets Citoyenneté, Sport/Culture, Avenir des collégiens**. Les collèges peuvent contacter les associations pour mener des actions et interventions éducatives.
* **Le Programme d’Etudes Intégrées (PEI) Collège** s’inscrit dans un programme de démocratisation des recrutements par l’IEP Sciences Po Lille. **Ce programme permet de sensibiliser des élèves de 3ème de condition modeste, à une grande école qu’ils ne connaissent pas, de leur faire prendre conscience de leurs capacités et d’élargir leur horizon quant à leur orientation**.

Le financement départemental est accordé à l’IEP Sciences Po Lille qui retient chaque année une vingtaine de collèges publics du Nord, à raison de 10 élèves par établissement, soit environs 200 collégiens participants.

**Priorité 3 : Développement urbain**

**A/Aménagement – Cadre de vie**

En tant que chef de file des solidarités territoriales, **le Département accompagne l’émergence de projets de territoire porteurs d’innovation et de développement agissant sur des thématiques prioritaires et stratégiques**. Les porteurs de projets (communes, groupement de communes ou intercommunalités) peuvent bénéficier d’un **accompagnement financier et d’ingénierie départementale sur les projets structurants.**

Les Projets Territoriaux Structurants doivent répondre systématiquement à 4 critères d’éligibilité :

* **Répondre aux enjeux stratégiques repérés dans chaque territoire dans le cadre d’un diagnostic territorial partagé,**
* **Rayonner à l’échelle intercommunale,**
* **Etre prêt pour une mise en œuvre rapide et viable économiquement,**
* **Intégrer des clauses d’insertion dans la réalisation.**

**Un prochain appel à projets sera vraisemblablement organisé en 2023 et fera l’objet d’une communication ultérieure. Pour candidater Plateforme Aster en ligne sur https://lenord.fr**

A noter : suite aux élections départementales de juin 2021, la poursuite du dispositif est en attente des décisions du nouvel exécutif. L’information sera prochainement actualisée

**Contact : Direction Aménagement Territorial - Service Accompagnement au Développement Territorial en central et, sur les territoires, les Référents Territoriaux présents sur les six arrondissements (Avesnes, Cambrai, Douai, Dunkerque, Lille, Valenciennes)**

**B/Transition écologique et préservation de la biodiversité**

**Un nouveau dispositif de subventions « Plantation et Renaturation » lancé en septembre 2020 où** les dossiers peuvent être envoyés toute l’année **et sont instruits au fil de l’eau par la Direction de la ruralité et de l’environnement du Département du Nord**. 2 agents du Département sont disponibles pour accompagner au montage du dossier **(voir contact)**. Associations, bailleurs sociaux, collectivités locales et leurs groupements peuvent candidater.

**Le dispositif Plantation et renaturation concerne** :

* **Les plantations en milieu rural au sens large** (bosquet, haies bocagères, végétalisation…)
* **Les plantations en ville** **et création ou restauration de jardins collectifs** (familiaux ou partagés) qui sont des maillons de la biodiversité urbaine avec une volonté d’intégrer l’écologie (zéro-phyto, mares, hôtels à insectes…), de réduire la fragmentation urbaine, de préserver la biodiversité.

Les projets innovants dans ces deux domaines sont bienvenus ex : espaces nourriciers permettant de s’approvisionner en circuits-courts, projets d’agriculture urbaine de plus grande envergure…

Ces jardins ont également un rôle social important, ils sont sources d’échanges de savoirs, de bonnes pratiques, supports d’activités pédagogiques et de moments festifs ouverts sur les quartiers. Ce sont de véritables créateurs de lien social et intergénérationnel.

Projets pouvant être soutenus : Restauration des arbres têtards; plantation de fruitiers de variétés anciennes; création d’espaces végétalisés et /ou nourriciers innovants; végétalisation en milieu urbain…

**Contact : Direction de la Ruralité et de l’Environnement 03 59 73 68 41ou** [**Plantationetrenaturation@lenord.fr**](mailto:Plantationetrenaturation@lenord.fr)

**MOBILISATION DES CRÉDITS SPÉCIFIQUES DE LA PREFECTURE DU NORD EN MATIÈRE DE POLITIQUE DE LA VILLE POUR L’ANNÉE 2023**

**A/ La politique de la ville**

La politique de la ville est une politique de cohésion urbaine et sociale[[1]](#footnote-1), de solidarité nationale et locale, visant à réduire les inégalités entre les territoires. Elle s’appuie sur la mobilisation de nombreux acteurs, dont les associations œuvrant dans les quartiers prioritaires ; et les contrats de ville en constituent le cadre unique de mise en œuvre. Ils contiennent les engagements pris par l’État, les collectivités territoriales et les autres partenaires de la politique de la ville en s’appuyant sur le projet de territoire.

La loi des finances pour 2022 a acté la prorogation d’une année supplémentaire des contrats de ville en cours, soit jusqu’au 31 décembre 2023 (article 30 de la loi du 21 février 2014, modifié par la loi n°2021-1900 du 30 décembre 2021). Cette prorogation donne le temps nécessaire aux travaux de préparation de la prochaine contractualisation, qui s’appuiera sur une évaluation approfondie des contrats de ville en vigueur.

En appui des politiques de droit commun, la politique de ville doit également permettre une déclinaison territoriale des priorités gouvernementales au bénéfice des habitants de la géographie prioritaire.

**Dispositifs et prérogatives**

Pour rappel, les contrats de ville encadrent les dispositifs suivants (voir détail en annexes) :

* **Le programme de Réussite Educative**
* **Le dispositif Ville, Vie, Vacances**
* **Les ateliers santé ville**

Les projets proposés doivent répondre aux priorités de territoire dans le respect des quatre piliers du contrat de ville :

* **la cohésion sociale ;**
* **le cadre de vie et le renouvellement urbain ;**
* **l’emploi et le développement économique ;**
* **la citoyenneté et les valeurs de la république.**

Les candidats doivent également décliner, quatre priorités transversales, qui feront l’objet d’une expertise poussée lors de l’instruction des dossiers par les services :

* **l’égalité entre les femmes et les hommes ;**
* **la prévention de toutes les discriminations ;**
* **le déploiement d’actions en horaires décalés, le soir et le week-end ;**
* **la mobilité des habitants des QPV.**

**B/ Priorités 2023**

En appui des politiques de droit commun, la politique de la ville doit permettre une déclinaison territoriale des priorités gouvernementales au bénéfice des habitants de la géographie prioritaire.

Compte-tenu du contexte local et en lien avec les orientations nationales définies pour l’année 2023.

**Priorité 1: Éducation et parentalité**

Afin de relever le défi éducatif, les actions mises en œuvre doivent toucher les jeunes et leur famille.

Une attention particulière est portée aux jeunes enfants, de 0 à 6 ans. Afin de promouvoir l’éveil de ces enfants et de garantir leur épanouissement, l’identification précoce des problématiques pouvant toucher l’enfant est un enjeu majeur. Des actions de soutien à la parentalité, d’éveil musical, des activités sportives ou artistiques peuvent être mise en place afin de devancer des fragilités pré-existantes et donner les mêmes chances de réussite aux enfants issus des QPV.

Les actions visant à améliorer le taux de réussite éducative des élèves, à limiter les sorties prématurées du système scolaire en encourageant diverses formes d’éducation et à renforcer les liens entre les milieux scolaire et familial et le monde professionnel demeurent une priorité dans les quartiers prioritaires, tant la crise sanitaire a pu exacerber les fragilités.

Seront également priorisées les actions de soutien à la parentalité et d’accompagnement des familles, en particulier mono-parentales. Les actions menées en la matière pourront s’inscrire dans de multiples domaines comme la santé, la réussite scolaire, les ruptures familiales, l’éducation affective et sexuelle et devront mobiliser l’ensemble des partenaires.

**Priorité 2 : Emploi et développement économique**

Les crédits politiques de la ville attribués par l’Etat à chaque contrat de ville du Nord doivent permettre de renforcer le pilier « développement économique et emploi ». Cet objectif doit être décliné dans chaque appel à projets propre aux différents territoires. Seront priorisés les projets s’inscrivant dans les démarches suivantes:

* Le repérage, l'accueil, l'information et l'accompagnement de premier niveau des personnes sans emploi qui échappent aux circuits classiques d’accompagnement. Ces actions viseront à aller au-devant de ces publics, à les informer des dispositifs de formation et d’accès à l’emploi ; à renforcer et améliorer le premier accueil puis le suivi des demandeurs, et à leur faire connaitre les offres d’emplois (ainsi qu'à tous les habitants des quartiers prioritaires) ;
* L'accompagnement à l'insertion professionnelle et l'accompagnement renforcé des jeunes et des seniors, grâce à l’utilisation de méthodes innovantes;
* Les projets visant à l’accès ou au retour à l’emploi des femmes en intégrant des solutions en matière de modes de garde ;
* L'appui à la création d'activités (sensibilisation à la création d'activité, détection et soutien à l'émergence de projets, accès aux financements) ;
* Les actions d'accompagnement et de promotion économique de projets locaux (accès aux locaux d'activité, soutien à l'économie sociale et solidaire).

Il importe également de multiplier les actions de prévention et de lutte contre l’illettrisme. Celles-ci viseront à renforcer la sensibilisation des professionnels sur les outils et ressources mobilisables, le repérage et l’accompagnement des publics en situation d’illettrisme et à soutenir une offre de formation et de réapprentissage innovante.

**Priorité 3: Santé et sport**

L’impact de la crise sanitaire appelle une vigilance accrue en matière de santé, notamment de santé mentale, dans les quartiers prioritaires. L’accès aux soins dans les QPV a été particulièrement fragilisé pendant la crise. Aussi, les actions menées devront favoriser l’accès des habitants à la prévention et la promotion de la santé, notamment en matière d’accès aux soins, de nutrition, de santé mentale, de pratique d’une activité physique régulière, de conduites à risques et addictives. Ces actions doivent impliquer les habitants afin qu’ils soient acteurs de leur santé.

Il est indispensable d’encourager la pratique sportive des habitants des QPV. Les actions veilleront à soutenir les initiatives développant la sensibilisation et la participation aux activités sportives du plus grand nombre d’habitants des QPV, notamment les enfants et les publics qui en sont le plus éloignés.

**Priorité 4 : Amélioration de l’habitat et du cadre de vie**

L’amélioration du cadre de vie, le renforcement de la cohésion sociale, de la sécurité et de la tranquillité publique constituent des préoccupations majeures pour les habitants des QPV.

Une attention particulière sera portée à l’articulation des actions financés dans le cadre du contrat de ville et celles qui sont valorisées au titre de l’abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) ou, dans les quartiers concernés par un programme de renouvellement urbain, avec celles spécifiques au projet de renouvellement urbain.

Les actions en faveur de la transition écologique des quartiers concourent à l’atteinte des objectifs que la France s’est fixée pour lutter contre le réchauffement climatique et seront encouragées, notamment :

* Les actions permettant de mieux prendre en compte la place de la nature dans les quartiers, de préserver et de valoriser la biodiversité ;
* Les actions ayant pour objectif un changement des pratiques individuelles et collectives en matière de gestion des déchets, de maîtrise de la consommation d’énergie et de mobilité en vue notamment de développer les mobilités actives.

**Priorité 5: Mise en place de l’approche budgétaire intégrant l’égalité entre les femmes et les hommes**

Après deux années, d’expérimentation, la programmation 2023 doit être celle de la généralisation de l’approche budgétaire intégrant l’égalité entre les femmes et les hommes. Il s’agit de mettre en place des dispositifs permettant d’analyser si, et comment, la distribution des crédits d’intervention de la politique de la ville contribue à renforcer ou à diminuer les inégalités entre les sexes.

Les objectifs de cette démarche ne peuvent donc pas être réduits à l’augmentation des actions de promotion de l’égalité ou à une recherche de parité dans les publics bénéficiaires. Chaque pilote de contrat ville est invité à se saisir de cet enjeu au niveau local, en lien avec l’ensemble de ses partenaires.

Il conviendra d’élaborer un outil de cotation des dossiers de demande de subvention au regard de ces enjeux. Une note technique de l’ANCT et ses annexes apportent plusieurs ressources nécessaires (diaporama de sensibilisation, point sur les données genrées disponibles ….).

Lors des comités de validation, les moyens mis en œuvre pour atteindre les objectifs du BIE (outil utilisé, appropriation par les instructeurs, indicateurs de réussite…) seront mis en avant et les résultats obtenus à l’échelle de la programmation exposés.

**C/ Critères de recevabilités**

Le présent appel à projets s’adresse aux associations loi 1901, aux bailleurs sociaux, aux établissements publics, aux collectivités territoriales et autres organismes à but non lucratif. Les associations sont éligibles dès lors qu’elles sont régulièrement déclarées (mise à jour des coordonnées de l’association, des membres du bureau, des statuts) et possèdent un numéro SIRET.

L’action proposée devra se dérouler soit en année civile (entre le 1er janvier et le 31 décembre), soit en année dite "scolaire" (du 1er septembre au 31 août suivant) ; les budgets prévisionnels devant couvrir la même période.

**Qualité du projet**

Une attention particulière sera portée à la pertinence des besoins identifiés dans le dossier. Ils devront être justifiés par des éléments de diagnostic, l’intérêt du projet sur le(s) territoire(s) impacté(s) et son ancrage territorial. Le porteur devra avoir mobilisé au préalable le droit commun et faire état du partenariat avec les structures et les acteurs compétents dans le cadre de son action.

**Cohérence de l’action**

La présentation des objectifs poursuivis doit être claire, synthétique et mettre en avant la complémentarité du projet avec les dispositifs de droit commun en expliquant les modalités de mise en œuvre de partenariats ainsi qu’une méthodologie d’action en adéquation avec les objectifs et les publics ciblés.

**Évaluation**

Les candidats sont tenus de définir à minima trois indicateurs permettant d’apprécier et d’évaluer l’impact de l’action sur le territoire auprès des habitants des quartiers prioritaires. Les actions seront évaluées sur le respect des axes de cette note de cadrage.

**D/ Candidatures**

**Constitution du dossier**

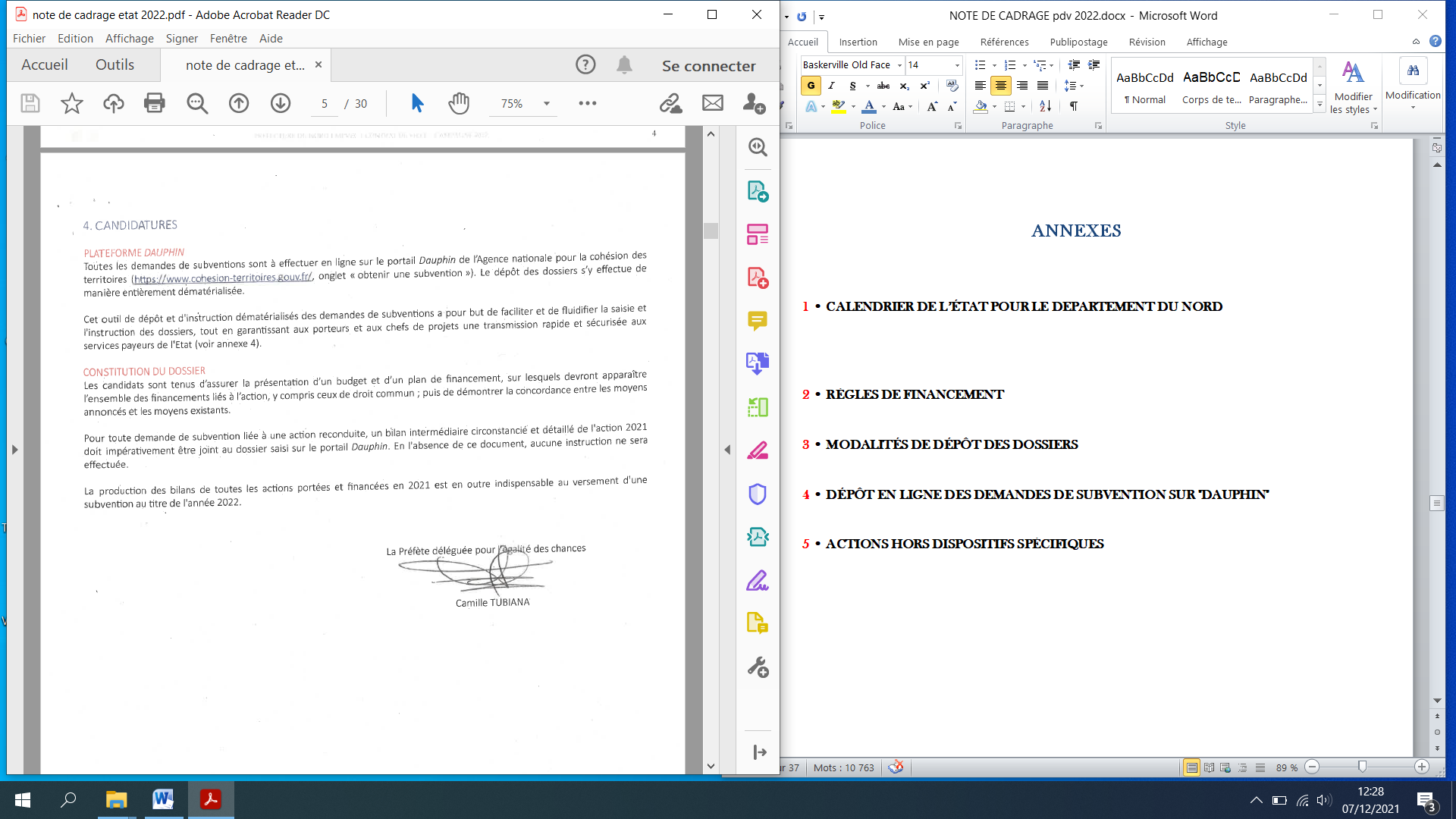
Les candidats sont tenus d’assurer la présentation d’un budget et d’un plan de financement, sur lesquels devront apparaître l’ensemble des financements liés à l’action, y compris ceux de droit commun ; puis de démontrer la concordance entre les moyens annoncés et les moyens existants.

Pour toute demande de subvention liée à une action reconduite, un bilan intermédiaire circonstancié et détaillé de l’action 2022 doit impérativement être joint au dossier (nombre de total de bénéficiaires, pourcentage de bénéficiaires : issus des quartiers prioritaires, par tranche d’âge, de sexe féminin, modifications apportées au projet initial de la réalisation de l’action, impact de l’action sur le quartier, avis du conseil citoyen, suites envisagées). En l’absence de ce document, aucune instruction ne sera effectuée.

La production des bilans de toutes les actions portées et financées en 2022 est en outre indispensable au versement d'une subvention au titre de l'année 2023.

Quelles que soient les modalités retenues pour l’instruction multipartenariale les dossiers de demande de subvention dans le cadre de l’appel à projets du contrat de ville, le versement de la subvention Etat impose un dépôt préalable en ligne sur le portail Dauphin de l’Agence Nationale pour la Cohésion des Territoires (<https://www.cohesion-territoires.gouv.fr/>, onglet « obtenir une subvention »). Le dépôt des dossiers s’y effectue de manière entièrement dématérialisée.

Enfin, il est rappelé que toute association ou fondation bénéficiait de subventions publique doit souscrire au contrat d’engagement républicain et veiller à ce que ce contrat soit respecté par ses dirigeants, ses salariés, ses membres et ses bénévoles.



# ANNEXES

**1 • CALENDRIER DE L’ÉTAT POUR LE DEPARTEMENT DU NORD**

**2 • RÈGLES DE FINANCEMENT**

**3 • PROGRAMME DE REUSSITE EDUCATIVE (PRE)**

**4 • VILLE, VIE, VACANCES (VVV)**

**5 • ATELIER SANTE VILLE (ASV)**

**6•MODALITES DE DEPOTS DES DOSSIERS**

**7•DEPOT EN LIGNE DES DEMANDES DE SUBVENTION SUR LE PORTAIL DAUPHIN**

**8•DECLARATION DES MOYENS HUMAINS MIS EN ŒUVRE DANS LA REALISATION D’UNE ACTION**

**9•DECLARATION DES MOYENS MATERIELS MIS EN ŒUVRE DANS LA REALISATIONS D’UNE ACTION**

**10•DECLARATION DE LA COMPOSITION DU BUREAU D’UNE ASSOCIATION**

**11•CONTRAT D’ENGAGEMENT REPUBLICAIN**

**ANNEXE 1 : CALENDRIER DE L’ÉTAT POUR LE DÉPARTEMENT DU NORD**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **ETAPE** | **COMMENTAIRE** |
| **JUSQU’AU 21/10/22** | Lancement des appels à projets des contrats de ville | Diffusion aux porteurs de projets potentiels (collectivités et associations) |
| **31/12/22** | Date limite pour solliciter le report d’une action qui ne s’achèvera pas avant le 31 décembre 2022 | Envoi d’un courrier (à l’attention de Madame la Préfète déléguée pour l’égalité des chances) justifiant la demande de report jusqu’au 30 juin 2023 |
| **31/01/23** | Transmission des bilans PRE 2022 signés et cachetés à la Mission politique de la ville et égalité des chances (MPVEC) | Le bilan devra avoir été préalablement saisi en ligne sur Dauphin |
| **31/01/23** | Date limite de transmission des bilans définitifs 2022 (hors PRE) pour les actions sollicitant un renouvellement de subvention | Le bilan devra avoir été préalablement saisi en ligne sur Dauphin |
| **30/06/23** | Date limite de transmission des bilans définitifs pour les actions financées en 2022 mais non reconduites en 2023 | A défaut de la production de ces documents, un titre de recette sera émis |
| **30/12/23** | Date limite de transmission des bilans pour les actions financées en année scolaire en 2021-2022 | A défaut de la production de ces documents, un titre de recette sera émis |

(4) Date réglementaire mentionnée dans l’acte attributif de subvention. Pour recevoir votre subvention au plus tôt, il convient d’anticiper autant que possible le dépôt du bilan des actions.

**ANNEXE 2 : REGLES DE FINANCEMENT**

1. Les actions proposées doivent cibler les habitants des quartiers prioritaires.
2. Les actions doivent nécessairement être cofinancées par les collectivités (EPCI et/ou communes).
3. Les taux de co-financement concernant les crédits spécifiques sont les suivants :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **ÉTAT** | **COLLECTIVITÉS** | **DÉTAILS** |
| NOUVELLE ACTION | **80%** | **20%** | Se définit par son caractère innovant et/ou une nouvelle implantation réelle sur un territoire. Un redéploiement et/ou une évolution à la marge ne définissent pas une nouvelle action. |
| ACTION RECONDUITE | **50%** | **50%** | Action dans sa deuxième année ou plus.  Attention, le financement PV n’est pas voué à être pérenne. |
| ACTION SORTANTE | **30%** | **70%** | Financée par la politique de la ville pour la dernière année. Autant que possible, l’annonce de sortie est faite l’année précédente. |

1. Les financements des EPCI se cumulent aux financements des communes dans la définition des taux de co-financement État/collectivités.
2. Les montants valorisés par les communes ne peuvent en aucun cas être le pendant des crédits spécifiques de l’Etat. Les crédits spécifiques de la politique de la ville visent à accompagner des actions innovantes, dans un partenariat effectif entre la collectivité et l’Etat, par une aide financière réelle.
3. La politique de la ville a vocation à faire émerger des actions innovantes et inédites sur un territoire : leur financement n’est pas voué à être pérennisé sur ces crédits spécifiques.

Un comité annuel des financeurs pourra être organisé par chaque chef de file de contrat de ville à la suite des comités de pilotage, afin d’accompagner les actions sortantes ou non sélectionnées.

1. Les projets peuvent être à la fois co-financés par les crédits spécifiques politiques de la ville de l’Etat et par ceux du Conseil régional, selon leurs prérogatives respectives. Selon la nature du projet, les taux de co-financements ci-dessus seront être pris en compte.
2. La subvention sollicitée doit être supérieure ou égale à 5 000€, sauf exception (intérêt particulier de l’action identifié en lien avec le délégué du préfet du territoire).
3. Les crédits de droit commun doivent être mobilisés et affichés en valorisation.
4. Quelle que soit la nature du projet, les crédits Etat spécifiques à la politique de ville ne sont pas cumulables entre eux (exemples : PRE + CV ou VVV + CV).

En revanche, le co-financement du projet par des crédits Etat relevant du droit commun est possible et doit être recherché en lien avec celui des collectivités territoriales.

1. L’action proposée doit se dérouler hors temps scolaire :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| TEMPS SCOLAIRE | Temps de la classe et des récréations. Concerne toutes les heures sous la responsabilité des enseignants. | INÉLIGIBLE(5) |
| TEMPS PERISCOLAIRE | Temps ou activités qui prennent place le matin avant la classe, lors de la pause méridienne, ou le soir après la classe.  Inclut également le mercredi après-midi lorsqu’il y a école le mercredi matin. | ÉLIGIBLE |
| TEMPS EXTRASCOLAIRE | Temps hors-classe durant lequel se tiennent des activités encadrées par un club ou une association, ainsi que l'accueil de loisirs. | ÉLIGIBLE |

1. Les projets doivent présenter un budget prévisionnel équilibré (les dépenses doivent être égales aux recettes). Ce budget doit être distinct du budget prévisionnel de l’association ou de la structure porteuse du projet. Il doit être composé de deux types de charges :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | ÉLIGIBILITÉ | | SEUIL DE FINANCEMENT |
| CHARGES DIRECTES | | Directement imputables à la mise en place et au déroulement de l’action  (prestations de services d’intervenants extérieurs, salarié de la structure dédié à l'action, achat de fournitures et matériels consommables). | Les frais d'achats sont pris en charge à hauteur de 10 % MAXIMUM du montant global de l’action. |
| CHARGES INDIRECTES | | Dépenses liées à l’administration et à l’organisation de la structure porteuse attribuées à la mise en place et au déroulement de l’action : salaires, loyers, assurances, matériels. | Les frais de structure sont pris en charge à hauteur de 10 % MAXIMUM du montant global de l’action. |

LES ANNEXES 10 ET 11, RELATIVES AUX MOYENS, SONT À COMPLÉTER ET À JOINDRE À TOUTE DEMANDE.

1. Les coûts d'intervention des prestataires extérieurs doivent être conformes aux taux horaires de référence.

DES CRITÈRES SUPPLÉMENTAIRES PEUVENT S’APPLIQUER SELON LA NATURE DE VOTRE PROJET OU LE DISPOSITIF CONCERNE. Pour en savoir plus, consultez les annexes suivantes

(5) Le temps scolaire est déjà pris en charge par l’Etat (Education Nationale) et les collectivités.

# ANNEXE 3 : PROGRAMME DE RÉUSSITE ÉDUCATIVE (PRE)

1. **CADRE RÉGLEMENTAIRE**

* Loi n°2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale
* Instruction interministérielle du 28 novembre 2014 relative à l’intégration des enjeux d’éducation au sein des contrats de ville
* Instruction interministérielle du 10 octobre 2016 relative au programme de réussite éducative
* Convention Interministérielle d’Objectif 2016-2020 entre les Ministères de la Ville et de l’Éducation Nationale (janvier 2017)

1. **DÉFINITION**

Le programme de réussite éducative (PRE) accompagne, dès les premières années de l’école maternelle et jusqu’au terme de la scolarité obligatoire, les enfants et adolescents qui présentent des signes de vulnérabilité, en prenant en compte la globalité de leur environnement et de leurs difficultés. Les actions visent à surmonter ou atténuer les obstacles sociaux, familiaux, psychologiques ou sanitaires qui s’opposent à la réussite scolaire et éducative du jeune concerné.

Pour cela, les PRE s’appuient sur un partenariat avec tous les acteurs éducatifs et sociaux à l’échelle locale (l’Éducation nationale en particulier), et/ou des protocoles de travail interinstitutionnels.

Le PRE ne peut se résumer à un programme de soutien scolaire.

Il s’inscrit dans la continuité et l’optimisation de la chaîne éducative impulsée par l’institution scolaire, favorisant une approche bienveillante et innovante qui permet aux enfants et aux jeunes de restaurer leur confiance en soi.

La complémentarité entre les actions de droit commun et celles relevant du programme de réussite éducative doit être recherchée prioritairement.

La réelle complémentarité des actions PRE sur les classes en dédoublement (CP/CE1/REP/REP+) doit être démontrée.

1. **FONCTIONNEMENT**

Les programmes de réussite éducative sont structurés autour d'une (ou de plusieurs) équipe(s) pluridisciplinaire(s) de soutien comprenant des professionnels divers (enseignants, éducateurs, animateurs, travailleurs sociaux, psychologues, pédopsychiatres, intervenants sportifs et culturels). Au bénéfice d’enfants et adolescents dont les difficultés ont été préalablement repérées et selon une approche globale des problèmes, ces équipes interviennent sur la conception et l’accompagnement de parcours individualisés en liaison constante avec les familles.

Les étapes du parcours individualisé sont les suivantes:

* Repérage individualisé des difficultés de l’enfant ;
* Premier contact avec la famille : l’accord préalable des parents pour la prise en charge de l’enfant dans le cadre du PRE est indispensable ;
* Examen de la situation en EPS et élaboration du parcours individualisé ;
* Signature d’un protocole d’accord entre le PRE et la famille ;
* L’enfant bénéficie d’actions individualisées de différentes natures.

Le passage par ces cinq étapes est obligatoire pour tous les enfants bénéficiaires du PRE.

Les actions des parcours individualisées recouvrent plusieurs domaines :

* Soutien scolaire renforcé et adapté pour chaque enfant ;
* Action éducative, activités culturelles et sportives favorisant l’ouverture aux autres ;
* Dialogue parents/enfants et soutien à la parentalité ;
* Actions favorisant le bien-être psychologique et physique de l’enfant, notamment son état de santé.

**4 – PUBLIC ÉLIGIBLE**

Les enfants âgés de 2 à 16 ans résidant dans un quartier prioritaire de la politique de la ville (cartographie disponible sur https://www.geoportail.gouv.fr/carte > données thématiques > territoires et transports > quartiers prioritaires).

Les enfants âgés de 2 à 16 ans fréquentant un établissement scolaire situé en quartier prioritaire de la politique de la ville

**5- PRIORITÉS ET OBJECTIFS**

* Intégrer l’Éducation Nationale dans les instances du PRE et au sein des équipes pluridisciplinaires de soutien. Faciliter les relations entre les référents de parcours et les enseignants de l’enfant.
* Mobiliser et intégrer les acteurs sociaux, notamment ceux de la CAF et du conseil départemental du Nord.
* Cibler le public du PRE, c’est-à-dire :

→ les enfants connaissant des difficultés qui s’expriment dans le champ scolaire, mais qui relèvent d’une difficulté autre, liée à la santé, à la vie familiale ;

→ les enfants rencontrant un cumul de difficultés dues à des multiples causes, avec une mobilisation possible des parents.

* Assurer dans les instances de pilotage la représentativité des parents d’élèves.

1. **MODALITÉS DE FINANCEMENT**

L’État intervient à hauteur maximum de 65 % du montant global des actions retenues. À cela doit s’ajouter un cofinancement direct de la commune à hauteur de 25 % du coût global, les 10 % restants pouvant représenter de la valorisation par la commune.

Le financement du PRE s’effectue sur l’année civile, de janvier à décembre. Le financement des actions est prioritaire. La part réservée à l’ingénierie doit demeurer dans des limites raisonnables par rapport au budget global du PRE.

Les membres de l’EPS ne sont pas rémunérés. Leur participation à l’EPS se fait dans leur rôle de représentant local de leur institution de rattachement.

Dans le cas où des agents de la collectivité sont financés sur le budget global du PRE, ce personnel ne peut être déclaré dans la présentation du budget comme une contribution de la commune. Ainsi, pour atteindre les 35 % de cofinancement demandé, la commune sera dans l’obligation d’augmenter sa contribution financière pour mettre en place des actions.

Des coûts maximums ont été établis sur certains postes de dépenses :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **POSTE DE DEPENSE** | **PLAFOND** | **COMMENTAIRE** |
| 1 coordonnateur | 40 000€ | Fonction indispensable au projet local |
| 1 autre salarié | 35 000€ | Référent de parcours, secrétariat |
| Vacations (médecins…) | 15 000€ | 300 vacations/année |
| Actions en petits groupes et droits d’entrée dans les activités (sport, culture) | 50€/enfant | (moyenne) |

**7- MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE**

La présence des membres de l’EPS doit être encadrée par une lettre de mission et une charte de confidentialité.

Les délégués du Préfet et/ou la mission politique de la ville et égalité des chances devront obligatoirement être associés au recrutement du coordonnateur et des référents.

En cas d’absence prolongée au sein de l’équipe permanente du PRE, les services de l’État doivent être informés.

Des fonctionnaires territoriaux peuvent être mis à disposition ou détachés auprès de la structure juridique porteuse. Dans les deux cas, une convention de mise en disposition doit être signée entre les parties et jointe au dossier de demande de subvention saisi sur *Dauphin*. Cette convention devra notamment préciser :

* les missions de service public qui lui sont confiées ;
* la nature des activités exercées par l’agent mis à disposition (fiche de poste…) ;
* les conditions d’emploi ;
* les modalités du contrôle et de l’évaluation de ses activités ;
* les modalités de remboursement de la rémunération.

Toutes les conventions de mise à disposition à titre onéreux doivent être transmises aux services de l’État. En cas de non transmission, la dépense sera considérée comme inéligible au moment de l’instruction du bilan financier.

Les actions de santé ayant recours à des médecins spécialistes, des psychologues, des nutritionnistes... sont construites en complémentarité de l’offre sanitaire de droit commun (CAMPS, CMP, PMI).

1. **- MODALITÉS DE JUSTIFICATION**

La recevabilité du dossier est subordonnée à la production du bilan intermédiaire et le versement de la subvention accordée sera subordonné à la production du bilan définitif.

Un contrôle sur pièces ou sur place de la réalisation des actions et de l’emploi des fonds peut être organisé au cours de l’année. Le bénéficiaire s’engage à faciliter cette démarche.

Le tableau anonymisé de parcours dont la trame figure en annexe 6B du présent appel à projets doit être tenu à jour régulièrement. L’organisme contractant s’engage à fournir à tout moment aux agents de l’État les informations demandées.

1. **- MODALITÉS DE JUSTIFICATION**

* Cerfa de demande de subvention complet saisi sur le portail *Dauphin ;*
* Fiches spécifiques PRE ;
* Fiches actions 2023 (incluant le bilan intermédiaire de l’action 2022 au 30/06/2022) ;
* Tableau de bord anonymisé des parcours faisant apparaître l’évolution des enfants reprenant *a minima* les éléments figurant dans la trame jointe en annexe 3A ;
* Tableau récapitulatif des actions présentant tous les cofinancements et reprenant *a minima* les éléments figurant dans la trame jointe en annexe 3B ;
* Composition de l'EPS et des instances de pilotage ;
* Calendrier prévisionnel des EPS et des instances de pilotage (comités technique et de pilotage).
* Deux demandes distinctes de financement sur la plateforme *Dauphin,* l’une portant sur l’ingénierie et l’autre sur les actions. En cas d’avis favorable, deux conventions seront établies, donnant lieu à deux versements distincts.

**ANNEXE 3-A : TABLEAU DE BORD ANONYMISE DES PARCOURS PRE**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| ENFANT (ANONYMISÉ) |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| ADRESSE |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| ÂGE |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| NIVEAU SCOLAIRE |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| ÉTABLISSEMENT SCOLAIRE FRÉQUENTÉ |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  | | | | | | | | | |
| NOM DU RÉFÉRENT DE PARCOURS |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| DATE DE PRESCRIPTION |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| NOM ET QUALITÉ DU PRESCRIPTEUR |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| DATE D’ENTRÉE DANS LE DISPOSITIF |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| DATE DE RÉUNION DE L’E.P.S. AYANT STATUÉ SUR LA SITUATION DU JEUNE |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| DIAGNOSTIC DE L’E.P.S. |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| PRINCIPALES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| ACTION(S) DONT LE JEUNE BÉNÉFICIE |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  | | | | | | | | | |
| DATE DE SORTIE DU DISPOSITIF |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| MOTIF(S) DE SORTIE DU DISPOSITIF |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| OBSERVATIONS |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

**ANNEXE 3-B : TABLEAU RECAPITULATIF DES ACTIONS**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| NUMÉRO  DE LA FICHE ACTION |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| PORTEUR |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| INTITULÉ DE L’ACTION |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| ACTION NOUVELLE/ RENOUVELÉE |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| THÉMATIQUE(S) |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| NOMBRE D’ENFANTS |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| PART D’HABITANTS EN QUARTIERS PRIORITAIRES |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| TAUX D’INDIVIDUALISATION |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| COÛT DE L’ACTION |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| MONTANT ÉTAT SOLLICITÉ |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| CO-FINANCEMENT DE LA VILLE |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| VALORISATION |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| COÛT PAR ENFANT |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| OBSERVATIONS |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

**ANNEXE 4 : VILLE, VIE, VACANCES (VVV)**

1. **OBJECTIFS**

VVV est un dispositif éducatif qui contribue à la prévention de l’exclusion et à un égal accès aux loisirs éducatifs des jeunes de 11 à 18 ans issus des quartiers prioritaires. Il leur permet d’accéder à des activités culturelles, civiques, sportives ou de sensibilisation à la création d’entreprises et de bénéficier d’une prise en charge éducative pendant les vacances scolaires.

Ce dispositif vise à préserver ou reconstruire le lien social, favoriser le développement d’une citoyenneté active, et valoriser le vivre ensemble et les valeurs de la République.

1. **ORIENTATIONS ET THÉMATIQUES PRIORITAIRES**

Les projets devront :

* Mettre en place une démarche de mobilisation des jeunes ne fréquentant pas les structures.
* Favoriser l’ouverture au monde extérieur en généralisant la mise en œuvre de séjours et d’activités hors du quartier permettant le brassage des publics et la découverte d’autres environnements culturels.
* Impliquer les jeunes dans la préparation, la réalisation et l'autofinancement des activités.
* Développer un contenu citoyen et civique ayant pour objectif d’assurer l’acquisition des règles de vie collective, la promotion de comportements civiques, la confiance en soi et le sentiment d'appartenance à la société.
* Promouvoir la mixité de genre, en favorisant la participation des filles aux activités et en travaillant sur les stéréotypes (filles participant à des activités sur lesquelles les hommes sont surreprésentés et inversement).
* Susciter l’implication et la participation des parents en les associant au projet éducatif et pédagogique.
* Garantir un encadrement adapté et qualifié, respectant la réglementation en vigueur.
* S’articuler avec les dispositifs existants (École ouverte, Contrat de ville, Contrat local de sécurité et de prévention, contrat enfance jeunesse, Contrat local d’accompagnement à la scolarité, Nos quartiers d’été…), dans la perspective d’une continuité de prise en charge éducative des jeunes.

**Les projets ne doivent pas s’inscrire dans une logique de simple consommation de loisirs. Le dispositif VVV n’a pas vocation à soutenir des prestations de loisirs de droit commun pendant les vacances scolaires, tels que les accueils de loisirs sans hébergement.**

Une attention particulière sera portée aux actions réalisées dans les domaines suivants :

* Sensibilisation au monde de l’entreprise, jeux d’entreprise, insertion professionnelle ;
* Chantiers éducatifs, solidaires et citoyens ;
* Éducation à l’environnement et au développement durable ;
* Découverte des institutions de l’Union Européenne ;
* Prévention de l’illettrisme par l’incitation à la lecture et à l’écriture ;
* Égalité entre les femmes et les hommes.

Seront privilégiés les projets prévoyant de valoriser les réalisations et l’expression des jeunes au cours et à la fin de l’action (par exemple : reportage écrit, montage vidéo, exposition photo…), et leur participation effective à l'élaboration du projet.

1. **PÉRIODES D’ACTIVITÉ**

Les périodes de vacances scolaires : hiver, printemps, été, automne et fin d’année.

Il convient d’adapter les horaires aux activités et aux modes de vie des jeunes, en proposant notamment des activités se déroulant en soirée et couvrant toute la période estivale (notamment le mois d'août).

1. **PUBLIC VISÉ**

Jeunes âgés de 11 à 18 ans et résidant en quartier prioritaire ; avec une attention particulière portée aux jeunes en difficultés, orientés par la Protection judiciaire de la jeunesse, la prévention spécialisée, l’Aide sociale à l’enfance, l’Administration pénitentiaire et le programme de réussite éducative (PRE).

1. **PARTENARIATS**

Les projets devront nécessairement découler d’un dialogue renforcé entre les associations et les institutions dans un souci de cohérence et de complémentarité tant au niveau de la mobilisation du public que des activités, du calendrier et des tranches d’âge visées.

Les chefs de projet et les délégués du préfet peuvent vous accompagner dans la construction du projet et son inscription dans la dynamique de territoire.

1. **CRITÈRES FINANCIERS**

Les services instructeurs seront particulièrement attentifs :

* Au respect des critères généraux des financements politique de la ville de l’État ;
* Au coût à la journée et par jeune des activités proposées ;
* A l’existence de cofinancements : municipalité (selon les règles en vigueur pour toute action émargeant au contrat de ville – voir annexe 3), mais aussi association, Caisse d’allocations familiales, autofinancement, fondations, etc.

1. **ÉVALUATION ET BILAN DE L’ACTION**

L’action devra faire l’objet d’une évaluation qui appréciera, entre autres, les éléments suivants :

* Nombre total de bénéficiaires ;
* Pourcentages de ces derniers : issus des QPV ; jusqu’ici inconnus de la structure ; par tranche d’âge ; de sexe féminin ;
* Modifications apportées au projet initial lors de la réalisation de l’action ;
* Implication des jeunes dans la réalisation de l’action ;
* Implication des parents dans l’action ;
* Impact de l’action sur les jeunes, sur le quartier ;
* Suites envisagées.

**La recevabilité du dossier est subordonnée à la production du bilan intermédiaire de toutes les actions en cours de la structure. Le versement de la subvention accordée est subordonné à la production du bilan d’activité définitif de l’année écoulée, sans exception.**

1. **MODALITÉS DE CONTRÔLE**

À chaque période de vacances scolaires, les services instructeurs de l’État sont susceptibles de se rendre sur les sites où des activités sont prévues afin de constater leurs conséquences dans le quartier vis-à-vis des jeunes.

Tout changement de calendrier, lieu ou horaire devra être préalablement communiqué aux partenaires financiers.

Suivant la nature des actions menées, il vous appartient de vérifier si une déclaration préalable d’accueil de loisirs, d’accueil de jeunes ou de séjour auprès de la SDJES s’impose selon les critères réglementaires [4](#_bookmark10).

1. **PIÈCES CONSTITUTIVES DU DOSSIER**

* Cerfa de demande de subvention complet saisi sur le portail *Dauphin*.
* Bilan intermédiaire de l’action VVV 2021 pour les actions reconduites
* Fiches "action" VVV: une fiche action par type d’activité mentionnée dans Cerfa (séjour, ateliers sur place, sorties).

(4) Pour en savoir plus : https:// www.nord.gouv.fr/Politiques-publiques/Jeunesse-sports-et-vie-associative/Jeunesse-enfance

**ANNEXE 5 : ATELIER SANTE VILLE (ASV)**

1. **OBJECTIFS ET PRIORITÉS**

L'atelier santé ville est un outil de la politique de la ville à la disposition des professionnels des secteurs sanitaires, sociaux, éducatifs et des habitants, dans le but d’impulser et de faciliter la mise en place d'actions de prévention et de promotion de la santé dans les quartiers prioritaires.

Il s’inscrit dans les politiques de réduction des inégalités sociales et territoriales de santé et de lutte contre les exclusions via des actions sur leurs déterminants sociaux et la coordination des ressources et des acteurs du territoire, au premier rang desquels les habitants des quartiers.

Ses priorités sont :

* La réduction les inégalités sociales et territoriales en matière de santé ;
* Le renforcement des programmes de prévention, de dépistage, d’accompagnement dans les démarches de soins ;
* L’accompagnement de la population sur le plan médico-social.

1. **PUBLIC VISÉ**

Habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville (cartographie sur https://www.sigville.gouv.fr/carte), une attention particulière étant à porter :

* Aux femmes présentant un risque accru de vulnérabilité, en particulier les familles monoparentales ;
* Aux personnes issues de l’immigration (prise en compte des approches culturelles de la santé) ;
* Aux enfants et jeunes adultes ;
* Aux adultes et personnes âgées en situation de vulnérabilité sociale.

1. **MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE**

Toute demande de nouvel atelier santé ville doit faire l’objet d’un entretien préalable avec l’Agence régionale de santé (ARS) et la mission politique de la ville et égalité des chances placée auprès de la Préfète déléguée pour l’égalité des chances.

1. **MODALITÉS DE FINANCEMENT**

Les crédits spécifiques dédiés aux ASV sont destinés principalement au financement de l’ingénierie de projet et de diagnostics préalables à la mise en place d’un ASV.

Les postes de coordonnateur des ateliers santé ville peuvent être cofinancés par les crédits spécifiques politique de la ville de l’État à hauteur de 50% maximum de la subvention sollicitée au titre du contrat de ville.

Le délégué du Préfet sera associé à la commission de recrutement du poste de coordonnateur des ateliers santé ville.

Par ailleurs, les actions portées par un Atelier Santé Ville peuvent être éligibles à un financement politique de la ville.

1. **PIÈCES CONSTITUTIVES DU DOSSIER**

* Cerfa de demande de subvention complet saisi sur le portail *Dauphin*
* Bilan intermédiaire de l’action 2021
* CV, fiche de poste et contrat de travail du coordonnateur[5](#_bookmark11)

(5) Lorsqu’il y a eu un/des changement(s) par rapport à 2022.

**ANNEXE 6 : MODALITES DE DEPOT DES DOSSIERS**

Le dossier complet de demande de subvention saisi sur le portail *Dauphin* doit comporter les pièces jointes suivantes :

* les déclarations de moyens mis en œuvre pour la réalisation de l'action ***(annexes 10 et 11)*** ;
* le dernier bilan, le compte de résultat et l’annexe de la structure porteuse de l’action ;
* pour toute demande de subvention liée à une action reconduite, un bilan intermédiaire de l’action 2021 ;
* le CV de tout intervenant mobilisé pour la tenue d’une action ;
* la déclaration comprenant noms, prénoms et dates de naissance des membres du bureau de l’association ***(annexe 12)*** ;
* toute pièce relative à l’ouverture d’un compte utilisateur sur Dauphin ***(annexe 4)*** ;
* le cas échéant, les fiches spécifiques aux dispositifs PRE ***(annexes 6, 6B, 6C) et VVV (annexe 7).***

Le CERFA complété sera joint dans les pièces complémentaires lors de l’enregistrement de la demande de subvention sur Dauphin. Le non-respect de ces règles entraînera un rejet de l’examen des demandes de subventions.

**PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER**

**HORS DISPOSITIFS SPECIFIQUES**

|  |
| --- |
|  |

Bilan intermédiaire de l’action 2022 pour les actions reconduites

|  |
| --- |
|  |

La fiche spécifique "moyens" et le détail des achats prévus

**PROGRAMME DE REUSSITE EDUCATIVE**

|  |
| --- |
|  |

Fiches actions 2023 (incluant le bilan intermédiaire de l’action 2022 au 30/06/2022)

|  |
| --- |
|  |

Tableau de bord anonymisé des parcours faisant apparaitre l’évolution des enfants reprenant à minima les éléments figurant dans la trame jointe **en annexe 6B**

|  |
| --- |
|  |

Tableau récapitulatif des actions 2023 présentant tous les co-financements et reprenant *à* minimales éléments figurant dans la trame jointe **en annexe 6C**

|  |
| --- |
|  |

Composition de l'EPS et des instances de pilotage

|  |
| --- |
|  |

Calendrier prévisionnel des EPS et des instances de pilotage (comités technique et de pilotage)

|  |
| --- |
|  |

CV et diplômes des intervenants[[2]](#footnote-2)

|  |
| --- |
|  |

CV, fiches de poste, contrats de travail des coordonnateurs et référents[[3]](#footnote-3)

|  |
| --- |
|  |

Conventions de mise à disposition ou de détachement pour les fonctionnaires[[4]](#footnote-4)

**VILLE, VIE, VACANCES**

|  |
| --- |
|  |

Bilan intermédiaire de l’action 2022 pour les actions reconduites

|  |
| --- |
|  |

Fiche action VVV (remplir une fiche action par type d’activité mentionnée dans Cerfa (ex : séjour, ateliers sur place, sorties)

**ATELIER SANTE VILLE**

|  |
| --- |
|  |

Bilan intermédiaire de l’action 2022 pour les actions reconduites

|  |
| --- |
|  |

CV du coordonnateur[[5]](#footnote-5)

|  |
| --- |
|  |

Fiche de poste[[6]](#footnote-6)

|  |
| --- |
|  |

Contrat de travail

**INGENIERIE**

|  |
| --- |
|  |

Bilan intermédiaire du dossier 2022 en cas de reconduction

|  |
| --- |
|  |

Schéma d’ingénierie

|  |
| --- |
|  |

Plan de financement détaillant les coûts des postes

|  |
| --- |
|  |

CV

|  |
| --- |
|  |

Fiches de poste

|  |
| --- |
|  |

Contrats de travail

**ANNEXE 7 : DEPOT EN LIGNE DES DEMANDES DE SUBVENTION POLITIQUE DE LA VILLE SUR LE PORTAIL ‘’DAUPHIN’’**

Vous pouvez accéder à *Dauphin* à partir du site de l’Agence Nationale pour la Cohésion des Territoires (ANCT) : htps://www.cohesion-territoires.gouv.fr/ onglet « *obtenir une subvention »*. Le dépôt des dossiers s’y effectue de manière entièrement dématérialisée, le formulaire en ligne étant conforme au **Cerfa 12156-05**.

La plateforme Dauphin permet :

* Un dépôt unique du dossier (un seul dossier doit être déposé par le porteur pour tous les partenaires signataires du contrat de ville) ;
* Une seule et unique saisie des informations relatives à l’organisme du porteur (les données relatives à l’organisme étant pré-renseignées grâce à l’interconnexion du portail à des bases de données nationales) ;
* Une information au porteur sur l’avancement du dossier.

1. **SAISIE DES INFORMATIONS RELATIVES A LA STRUCTURE**

Chaque porteur crée un compte *utilisateur* sur le portail, choisit son identifiant (une adresse électronique valide) et son mot de passe. Ce compte permettra au porteur de déposer une demande et de la modifier, mais aussi d’échanger avec les instructeurs du dossier. Il y a trois cas de figure :

* Le porteur a déjà fait des demandes de subventions sur *Dauphin* et s’y reconnecte à partir des mêmes identifiants et mots de passe ;
* Le porteur a déjà fait des demandes de subventions « politique de la ville » (ultérieures à 2015) via une autre plateforme : *Dauphin* lui permet de mettre à jour les informations relatives à son organisme ;
* C’est la première fois que le porteur dépose une demande de subvention « politique de la ville » : avant la saisie en ligne du formulaire relatif à son organisme, le porteur devra préparer les informations suivantes :
* Numéro SIRET ;
* Numéro RNA (Registre National des Associations) pour les associations ;
* Nom, prénom et qualité du responsable de l’organisme ;
* Agréments, habilitations et reconnaissances délivrées par les autorités ;
* Assujettissement à des impôts commerciaux ;
* Montant cumulé des aides publiques des trois dernières années ;
* Relations avec d’autres associations (affiliation à un réseau) ;
* Moyens humains (nombre de bénévoles participant activement au fonctionnement de l’association, de salariés, d’ETP, d’emplois aidés, d’adhérents masculins, féminins, détail des 3 plus gros salaires).

D’autres pièces justificatives peuvent être demandées lors de vos démarches sur la plateforme.

En cas de difficulté technique, le porteur peut saisir la cellule d’accompagnement de l’ANCT, sur le portail *Dauphin*, dans la rubrique « Nous contacter ».

1. **SAISIE DES INFORMATIONS RELATIVES A L'ACTION**

Le porteur devra renseigner en particulier les informations suivantes :

* Description de l’action ;
* Chef de projet politique de la ville référent ;
* Les besoins auxquels répond l’action et comment ils ont été identifiés ;
* Objectifs généraux et opérationnels ;
* Critères d’évaluation ;
* Territoire(s) de réalisation ;
* Bénéficiaires de l’action (publics cibles, nombre, âges, implication) ;
* Dates prévisionnelles de début et de fin de l’action ;
* Moyens humains et matériels (dont les moyens dédiés à l’action) ;
* Éléments financiers (montant total du projet, financeurs et montants sollicités).

1. **SIGNATURE ELECTRONIQUE**

Le porteur du projet doit signer la demande afin de valider l’exactitude de son contenu. Trois cas de figure sont possibles :

* Le porteur est le responsable légal de l’organisme (ou une personne ayant délégation de signature) : une case à cocher en fin de dépôt permet de certifier exactes les données transmises.
* Le porteur n’est pas signataire, mais le signataire possède un compte dans *Dauphin :* le signataire est informé qu’une demande a été saisie et devra se connecter avec son propre compte pour signer l’attestation (c’est-a-dire cocher la case dans son propre compte).
* Le porteur n’est pas signataire et aucun compte n’est identifié comme compte signataire de l’organisme : l’utilisateur doit préciser s’il a ou non délégation de signature (ou designer la personne ayant délégation de signature). La délégation de signature scannée doit alors être jointe.

1. **BILAN DES ACTIONS**

Le suivi des dossiers, de leur dépôt à celui de leurs bilans, se fera sur *Dauphin.*

1. **SUPPORT**

Si vous rencontrez des difficultés lors de la saisie de votre demande de subvention ou le dépôt en ligne de votre bilan, vous pouvez contacter la cellule d'accompagnement au 09 70 81 86 94 ou via l'adresse électronique [support.P147@proservia.fr](mailto:support.P147@proservia.fr).

**ANNEXE 8 : DECLARATION DES MOYENS HUMAINS MIS EN ŒUVRE DANS LA REALISATION D’UNE ACTION**

**FICHE 1 : Moyens humains nécessaires à la mise en œuvre de l’action *(effectifs mobilisés pour l’action - encadrants, formateurs, professionnels…- et niveau de qualification de l’encadrement)***

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| NOM ET PRÉNOM | FONCTION | QUALIFICATION PROFESSIONNELLE (DIPLÔME) | STATUT PROFESSIONNEL  OU TYPE DE CONTRAT |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |

Personnel mis à disposition par le Maître d’Ouvrage[7](#_bookmark13)

Personnel mis à disposition par le Maître d’Oeuv4

(Si diffèrent du Maître d’Ouvrage)

Salariés permanents de l’association participants à l’action14

Intervenants extérieurs spécifiquement recrutés pour le projet 8

(7)Compléter la fiche 2 : État descriptif et estimatif des frais relatifs au **personn****el de la structure** participant à l’action

(8)Compléter la fiche 3 : État descriptif et estimatif des frais relatifs aux **intervenants extérieurs** spécifiquement recrutés pour la réalisation de l’action

**FICHE 2 : État descriptif des frais relatifs au personnel de la structure participant à l’action**

**Chaque poste doit être justifié.**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| NOM ET PRÉNOM | FONCTION, STATUT,  QUALIFICATION | QUOTITÉ | COÛT HORAIRE[9](#_bookmark15) (A) | NOMBRE D’HEURES (B) | COÛT TOTAL  (A x B) |
|  |  |  |  |  |  |
| COÛT TOTAL PRÉVISIONNEL DES PERSONNELS DE LA STRUCTURE PARTICIPANT À L’ACTION : €  *(pas de centimes)* | | | | | |

(9)Cotisations sociales (salariales et patronales) comprises

**FICHE 3 : État descriptif et estimatif des frais relatifs aux intervenants extérieurs recrutés spécifiquement pour la réalisation de l’action**

**Chaque poste doit être justifié**.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| NOM ET PRÉNOM | FONCTION, STATUT, QUALIFICATION | COÛT HORAIRE[10](#_bookmark16)  (A) | NOMBRE D’HEURES (B) | COÛT TOTAL  (A x B) |
|  |  |  |  |  |
| COÛT TOTAL PRÉVISIONNEL DES INTERVENANTS EXTÉRIEURS RECRUTÉS SPÉCIFIQUEMENT : €  *(pas de centimes)* | | | | |

(10)Cotisations sociales (salariales et patronales) comprises

**ANNEXE 9 : DECLARATION DES MOYENS MATERIELS MIS EN ŒUVRE DANS LA REALISATION D’UNE ACTION**

1. Descriptif des moyens matériels (locaux, équipements…) **inférieurs à 1 500 €** [**11**](#_bookmark17)
2. État descriptif et estimatif des dépenses relatives **à l’achat de matériel**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| TYPE DE MATÉRIEL | COÛT  UNITAIRE  (A) | QUANTITÉ (B) | COÛT TOTAL (A x B) |
|  |  |  |  |
| (1) COÛT TOTAL PRÉVISIONNEL DE L’ACHAT DE MATÉRIEL (TTC) | | | €  *(pas de centimes)* |
| (2) COÛT TOTAL PRÉVISIONNEL DE L’ACHAT DE MATÉRIEL (HT) (Matériel pour lequel le maître d’ouvrage récupère la TVA) | | | €  *(pas de centimes)* |
| TOTAL (1)+(2) | | | €  *(pas de centimes)* |

(11)Pour les moyens supérieurs à 1 500€, compléter la fiche 2. Etat descriptif et estimatif des dépenses relatives à l’achat de matériel

1. État descriptif et estimatif des dépenses relatives **aux autres charges**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| NATURE DE LA DÉPENSE | COÛT UNITAIRE  (A) | QUANTITÉ  (B) | COÛT TOTAL (A x B) |
|  |  |  |  |
| (1) COÛT TOTAL PRÉVISIONNEL DES AUTRES CHARGES (TTC) | | | €  *(pas de centimes)* |
| (2) COÛT TOTAL PRÉVISIONNEL DES AUTRES CHARGES (HT) (Matériel pour lequel le maître d’ouvrage récupère la TVA) | | | €  *(pas de centimes)* |
| TOTAL (1)+(2) | | | €  *(pas de centimes)* |

**ANNEXE 10 : DÉCLARATION DE LA COMPOSITION DU BUREAU D’UNE ASSOCIATION**

1. **Nom de la structure :**
2. **Adresse complète :**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| NOM | PRÉNOM | FONCTION | DATE DE NAISSANCE | LIEU DE NAISSANCE |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |

**ANNEXE 11 : CONTRAT D’ENGAGEMENT REPUBLICAIN**

*Décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l’application de l’article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d’engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d’un agrément de l’Etat*

L’importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l’intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L’administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des derniers publics et de la reconnaissance qu’elle peut attribuer, est fondée à s’assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d’un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d’engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l’Etat. Ainsi, l’association ou la fondation « s’engage (…) à respecter les principes de liberté, d’égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (…) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s’abstenir de toute action portant atteinte à l’ordre public ».

Ces engagements dont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d’association et la liberté d’expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

**ENGAGEMENT N°1 : RESPECT DES LOIS DE LA REPUBLIQUE**

Le respect des lois de la République s’impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d’entraîner des troubles graves à l’ordre public.

L’association ou la fondation bénéficiaire s’engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s’affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s’engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

**ENGAGEMENT N°2 : LIBERTE DE CONSCIENCE**

L’association ou la fondation s’engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s’abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l’objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l’égard des valeurs ou des croyances de l’organisation.

**ENGAGEMENT N°3 : LIBERTE DES MEMBRES DE L’ASSOCIATION**

L’association s’engage à respecter la liberté de ses membres de d’en retirer dans les conditions prévues à l’article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

**ENGAGEMENT N°4 : EGALITE ET NON – DESCRIMINATION**

L’association ou la fondation s’engage à respecter l’égalité de tous devant la loi.

Elle s’engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l’orientation sexuelle, l’identité de genre, l’appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l’objet statutaire licite qu’elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

**ENGAGEMENT N°5 : FRATERNITE ET PREVENTION DE LA VIOLENCE**

L’association ou la fondation s’engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme.

Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l’association s’engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s’engage à rejeter toutes formes de racisme et d’antisémitisme.

**ENGAGEMENT N°6 : RESPECT DE LA DIGNITE DE LA PERSONNE HUMAINE**

L’association ou la fondation s’engage à n’entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.

Elle s’engage à respecter les lois et les règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l’intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d’autrui par ses agissements ou sa négligence.

Elle s’engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d’endoctrinement.

Elle s’engage en particulier à n’entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

**ENGAGEMENT N°7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA REPUBLIQE**

L’association s’engage à respecter le drapeau tricolore, l’hymne national, et la devise de la République.

**ANNEXE 14 : Calendrier d’instruction pour la ville d’Hazebrouck**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Dates** | **Actions** | **Commentaires** |
| **15 novembre 2022** | Lancement de l’appel à projets du contrat de ville d’Hazebrouck | Diffusion aux porteurs de projets, mise en ligne sur le site de la ville, information par mail et sur les réseaux sociaux. |
| **31 décembre 2022** | Date limite de réception des projets pour la programmation 2023 | N’hésitez pas à contacter la Mairie pour toutes demandes de renseignements. |
| **fin janvier 2023** | Comité technique élargi | Bilan des actions 2022  Proposition de soutenance orale pour les partenaires souhaitant présenter leur(s) projet(s) déposé(s) pour 2023 |
| **2023** | Comité de pilotage | Bilan des actions 2022  Présentation de la programmation 2023 |

Toutes les demandes de subvention s’effectueront en ligne sur le portail Dauphin de l’ANCT (htps://www.cohesion-territoires.gouv.fr)

**Contact Mairie d’Hazebrouck**

**Service Politique de la Ville:**

Chargée de mission : **Virginie DELANSAY** - [vdelansay@ville-hazebrouck.fr](mailto:vdelansay@ville-hazebrouck.fr)

Téléphone: 03 59 68 40 05

1. Loi 2014-173 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 [↑](#footnote-ref-1)
2. [↑](#footnote-ref-2)
3. [↑](#footnote-ref-3)
4. (7) en cas de changement par rapport à 2022 [↑](#footnote-ref-4)
5. [↑](#footnote-ref-5)
6. [↑](#footnote-ref-6)